

#وعينا - يحمينا # سلامتك - مسؤوليتك



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION:

**34 morts
et 1242 blessés
en une semaine**

page:3

ED DIWAN



Quotidien national d'informations - Mercredi 29 décembre 2021 - Prix : 15 DA - Tirage 2000

ALGERIE-MAURITANIE:

**PLUSIEURS ACCORDS
DE COOPÉRATION
BILATÉRALE**

SIGNÉS



page:2

Actualité

RELATION
BILATERALE:

**Abdelmajid
Tebboune
s'entretient avec
son homologue
mauritanien**



page:2

INDUSTRIE:

**Les contrats
de performance
doivent inclure
le critère
de l'innovation**

3

MERCEDES-BENZ:

**89
nouveaux
véhicules
livrés hier**

3

**Début des travaux
de la 18eme
Conférence des
ministres arabes
de l'Enseignement
supérieur à Alger**

2

RELATION BILATERALE : Abdelmajid Tebboune s'entretient avec son homologue mauritanien



Le président de la République, Abdelmajid Tebboune a eu mardi au siège de la Présidence de la République des entretiens en tête à tête avec son homologue mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani en visite d'Etat de trois jours en Algérie. Le président de la République islamique de Mauritanie est arrivé lundi à Alger. Il a été accueilli à l'aéroport international Houari Boumediene, par le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et de la coopération entre les deux pays frères.

Le président mauritanien se recueille à la mémoire des martyrs

Le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, s'est recueilli, lundi, au sanctuaire des Martyrs (Alger), à la mémoire des chouhada de la Guerre de libération nationale. Accompagné du ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, le Président mauritanien a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémora-

tive où il a observé une minute de silence et récité la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des martyrs de la Guerre de libération nationale. Le Président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani s'est rendu, par la suite, au Musée national du Moudjahid où il a reçu des explications sur les différentes étapes de l'histoire de l'Algérie

entre 1830 et 1962. Après avoir signé le livre d'or, le président mauritanien a reçu le Bouclier du musée. Le Président Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani est arrivé dans l'après-midi en Algérie pour une visite d'Etat, à l'invitation du Président de la République, M. Abdelmajid Tebboune.

Entretiens entre le Président Tebboune et son homologue mauritanien élargis aux membres des deux délégations

Les entretiens entre le président de la République, Abdelmajid Tebboune, et son homologue mauritanien, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, ont été élargis aux membres des délégations des deux pays, mardi à Alger. Etaient présents à ces entretiens, côté algérien, les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, de l'Energie et des

Mines, Mohamed Arkab, de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, et du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la micro-entreprise, Nassim Dhiifat, ainsi que les

membre de la délégation mauritanienne. Le président de la République islamique de Mauritanie est arrivé lundi à Alger. Il a été accueilli à l'aéroport international Houari Boumediene, par le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et de la coopération entre les deux pays frères.

ALGERIE-MAURITANIE: Plusieurs accords de coopération bilatérale signés

L'Algérie et la Mauritanie ont signé, mardi, des accords de coopération et des mémorandums d'entente concernant plusieurs secteurs, et ce, en marge de la visite d'Etat qu'effectue en Algérie le Président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani. La cérémonie de signature qui s'est déroulée à la Présidence de la République, a été supervisée par le président de la République, Abdelmajid Tebboune et son homologue mauritanien. Il s'agit d'un accord de coopération dans le domaine de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, signé par le ministre du secteur, Abdelbaki Benziane et son homologue mauritanienne, Mme Amal Sidi Ould Cheikh

Abdellah. Un programme exécutif pour les années 2022/2023/2024 a été également signé dans le même domaine par les deux ministres. Par ailleurs, un protocole d'accord de coopération dans le domaine de la Santé a été signé par le ministre du secteur et le ministre mauritanien de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Taleb Ould Sid Ahmed. Un mémorandum d'entente dans le domaine de la Formation professionnelle a été signé par le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi et son homologue mauritanien. Les signatures ont également porté sur un mémorandum d'entente dans le secteur des micro-entreprises, conclu côté algé-



rien par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, et côté mauritanien, par le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Début des travaux de la 18eme Conférence des ministres arabes de l'Enseignement supérieur à Alger



Les travaux de la 18e Conférence des ministres arabes de l'Enseignement supérieur ont débuté, ce mardi, à Alger. Cette conférence est organisée sous le thème : "l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans le monde arabe à l'horizon 2030: vision et orientations", en collaboration avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALECSO). Les experts participants à cette conférence, se sont attelés, les 26 et 27 décembre courant, au débat de plusieurs thèmes relatifs à "l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans le monde arabe à l'horizon 2030: vision et orientations" et le "Système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique: état des lieux et perspectives". Ils ont également examiné "les indicateurs mesurant la performance régionale d'utilisation de l'intelligence artificielle", "le plan exécutif du cadre général de

la recherche scientifique arabe dans les domaines socioéconomiques" et "l'utilisation de la technologie Block Chain dans l'enseignement". Cette conférence se veut un outil pour examiner et débattre les aspects essentiels et communs au niveau des organisations arabes de l'Enseignement supérieur, mais aussi une opportunité pour cristalliser de futures visions et conceptions devant promouvoir une opération éducative de qualité pour être au diapason des différentes évolutions en matière d'enseignement supérieur aux niveaux mondial et arabe. La conférence constituera également une occasion pour échanger les expériences à l'échelle arabe en termes d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et consolider ses structures tout en promouvant ses cadres humains et ses programmes d'enseignement et de recherche.

La CAPC crée un conseil d'affaires avec l'Union du patronat mauritanien



La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a signé mardi à Alger un protocole d'accord avec l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM), portant création d'un Conseil d'affaires algéro-mauritanien. Paraphé par le président de CAPC, Sami agli et celui de l'UNPM, Mohamed Zein El Abidine Ould Cheikh Ahmed, ce Conseil d'affaires vient "consolider et renforcer la coopération entre deux économies en pleine dynamique de restructuration, de transformation et d'ouverture", a-t-on expliqué lors de la cérémonie de signature. La création de ce Conseil d'affaires devrait consolider également "la volonté des deux pays à construire un

partenariat stratégique à travers la création en avril dernier d'un comité bilatéral frontalier algéro-mauritanien dont l'objectif est de renforcer l'investissement et les échanges commerciaux au niveau des zones frontalières communes". M. Agli a précisé à cette occasion que la CAPC et l'UNPM s'engagent notamment dans le cadre de ce protocole d'accord, à organiser des manifestations économiques et commerciales et des rencontres B to B afin de faciliter l'accès à l'information, orienter les opérations économiques des deux pays et leur permettre d'identifier les opportunités de coopération et renforcer les échanges commerciaux.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site : www.eddiwan.net
Email :
contact@eddiwan.net
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 03 29
- 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

INDUSTRIE: Les contrats de performance doivent inclure le critère de l'innovation

Le groupement Algeria Corporate Universities (GACU) propose d'introduire le critère de l'innovation dans les contrats de performance des dirigeants d'entreprises publiques, a indiqué mardi à Alger son PDG Ghrieb Sifi.

Dans les programmes de performances des cadres et responsable des entreprises, nous avons proposé l'introduction de la note de l'innovation et de la recherche en tant que critère indéniable pour le développement de la compétitivité des entreprises", a déclaré M. Sifi sur les ondes de la chaîne III de la Radio algérienne. "Chaque fin d'année les premiers responsables des entreprises sont évalués par rapport à la production physique (le volume), alors que la compétitivité du produit et sa valeur ajoutée devraient être des critères indispensables pour assurer la pérennité de leur entreprise", a-t-il fait valoir. Par ailleurs, la performance de l'entreprise doit être déterminée aussi à travers le montant du budget consacré à la recherche et développement, a-t-il encore souligné, ajoutant que la recherche permettra à l'entreprise de mettre sur le marché des produits



au diapason des standards internationaux respectueux de l'environnement et des normes de

sécurité. Dans ce contexte, M. Sifi a affirmé que le GACU est en phase d'établir un annuaire

comportant une liste des produits importés qui pourraient être produits localement.

MERCEDES-BENZ: 89 nouveaux véhicules livrés hier

189 véhicules de marque Mercedes-Benz ont été livrés, ce mardi, par la société algérienne de fabrication de véhicules de marque Mercedes-Benz (SAFAV-MB) relevant du ministère de la Défense nationale (MDN). Dans

une déclaration à la radio Chaîne 3, le directeur de la Société algérienne de services de la vente et après-vente de véhicules Mercedes-Benz (AMS-MB), M. Hamoud Tazrouti a précisé que cette livraison est destinée en grande

partie (135 véhicules) à la direction centrale du matériel relevant du MDN. Les 54 autres véhicules restants sont livrés aux institutions paramilitaires comme la DGSN et aux entreprises publiques et privées. Le même responsable a fait

savoir que « AMS-MB n'a pas de véhicules en stock malgré la pandémie du coronavirus », en assurant, par la même occasion, que tous « les clients sont satisfaits et reçoivent leurs véhicules dans les délais contractuels ».

GESTION DE L'ARGENT PUBLIC: L'APN confirme son engagement à contrôler l'action du gouvernement



Tumultueuse, serait le mieux approprié comme qualificatif à l'année qui vient de s'écouler. A plus d'un titre, la particularité de l'année 2021 réside sans équivoque dans la multitude de bourgeons de changement, qui sont apparus sur tous les horizons et sur tous les aspects d'une Algérie post-Bouteflika. Au même titre, les effluves d'une gouvernance biaisée de plus d'un demi-siècle, sont devenus insupportables dès lors que les minorités de la société ont décidé de prendre leurs destins en main, et l'ont exprimé contre l'injustice sociale, l'arbitraire, la répression et le despotisme. C'est ce qui a en-

gendré en espace d'une année, un revirement de situation, qui s'est fait sentir sur essentiellement trois vecteurs. En l'occurrence, le plan politique, économique, et sécuritaire. Bon nombre d'observateurs, seraient tenté de parler d'avancées, mais hélas ce n'est pas le cas, dans la mesure où le retour à des normes de gestion et de gouvernance plus au moins normales, expriment en profondeur une remise à niveau qui a mis trop longtemps à arriver, et qu'il va falloir ériger en sanctuaire de conduite. C'est dans cet optique que l'installation des nouveaux élus à leur postes relève d'une importance

qui se mesure à l'urgence de relever les défis, notamment économiques, autant au niveau central qu'en matière de gestion des collectivités locales. Ainsi sur cet élan, l'action nouvelle des secteurs stratégiques tel que l'Industrie, l'Agriculture, le Commerce et le Tourisme, consiste à faire émerger de nouveaux paradigmes, qui peuvent s'appliquer, et répondre aux attentes du peuple. Une orientation que l'Assemblée populaire nationale compte bien concrétiser sur le terrain, et ce conformément aux instructions du Président de la République, appelant les élus à quitter leurs bureaux et se diriger

vers le terrain. Chose que le président de l'APN M. Boughali n'a pas manqué de confirmer en indiquant ce dimanche que « Il est nécessaire de changer les comportements et de consolider de nouvelles traditions qui répondent aux aspirations de la population, cela en gagnant le terrain pour des actions de contrôle du travail des pouvoirs publics ». Une annonce claire d'un changement radical dans le fonctionnement de l'APN, qui sera soutenu par des visites surprises, pour apporter une image nouvelles de la tâche des députés, qui désormais s'inscrira dans le contrôle du travail de l'exécutif, et de s'assurer de la bonne application des textes et des lois venues soulager le citoyen de lourds tribut laissé par les anciennes gouvernances. Une tâche particulièrement ardue, dans la mesure où elle introduit un nouveau concept de l'action parlementaire, à l'image de la volonté du changement qui a accompagné le renouvellement de ces assemblées. L'heure est à la réhabilitation de la confiance et de la crédibilité, pour les jeunes députés qui ambitionnent à travers ces nouvelles dispositions, à acter la naissance d'une nouvelle ère de gestion, ou l'intérêt du citoyen est au-dessus de toutes considérations. A ce titre leur présence sur le terrain devrait constituer le meilleur gage d'intégrité et de confiance, pour peu que leurs actions ne soient compromises par les actions néfastes des parties obscures, qui veulent maintenir l'anarchie et le chaos.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: 34 morts et 1242 blessés en une semaine

Trente-quatre (34) personnes ont trouvé la mort et 1242 autres ont été blessées dans 1056 accidents de la circulation survenus au cours de la période du 19 au 25 décembre, indique ce mardi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Alger avec 3 morts et 143 blessés suite à 138 accidents de la circulation, précise la même source. Dans le cadre de lutte contre la propagation du covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période, 165 opérations de sensibilisation à travers 58 wilayas pour rappeler aux citoyens la nécessité du port du masque et de la distanciation physique, ainsi que 92 opérations de désinfection générale ayant touché des infrastructures et édifices publics et des zones d'habitation. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 415 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau de la wilaya d'Alger (44).

AGRICULTURE: La réorganisation de l'administration locale du secteur permettra aux vétérinaires d'accomplir leur rôle



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a affirmé que la réorganisation de l'administration locale du secteur permettra aux services vétérinaires d'accomplir leur rôle plus efficacement, invitant ces services à formuler des propositions dans ce sens, a indiqué un communiqué du ministère. Le ministre s'exprimait lors d'une réunion tenue lundi avec les membres du bureau national du Syndicat des vétérinaires relevant de l'administration publique, en présence de cadres du ministère. "La révision et la structuration de l'administration locale du secteur permettra aux services vétérinaires de bénéficier d'un meilleur règlement et de moyens les habilitant à accomplir leurs missions plus efficacement sur le terrain, notamment de contrôle et de suivi", indique la même source. Il a appelé, dans ce sens, les membres du bureau national du Syndicat des vétérinaires relevant de l'administration publique à participer à la réorganisation du secteur aux niveaux, central et local, en formulant des propositions pour une meilleure performance et efficacité. M. Henni a souligné l'importance pour "les services vétérinaires, à l'instar des autres services du secteur à s'adapter aux développements et aux changements enregistrés sur les plans sanitaire et économique. La réunion a permis aux syndicalistes de présenter au ministre, un exposé sur les entraves rencontrées par les services vétérinaires lors de l'accomplissement de leurs missions sur le terrain. Après avoir écouté leurs préoccupations, le ministre a mis en avant le rôle des services vétérinaires dans la préservation de la santé animale et générale, de par leur contribution au développement de l'économie nationale. La rencontre a été ponctuée par un débat sur d'autres questions, dont l'augmentation de la production nationale pour couvrir les besoins du marché et la promotion des exportations de produits agricoles, outre la problématique des maladies émergentes et leur impact sur la santé animale et générale, conclut le communiqué.

PRIX NATIONAL DE LA PME INNOVANTE : Neuf prix décernés à trois catégories d'entreprises

Les prix de la 10e édition du concours national de la Petite et moyenne entreprise innovante 2021 ont été décernés, lundi à Alger, à trois catégories de PME innovantes, tandis que le premier prix de la 23e édition de la meilleure invention a été attribué à une invention contre les incendies de véhicules.

Présidée par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, la cérémonie de remise des prix s'est déroulée, dans la soirée, au Centre international des conférences (CIC), en présence de plusieurs ministres. Organisé par le ministère de l'Industrie, en collaboration avec l'organisme de coopération algéro-allemand "GIZ", l'évènement a vu la première place du Prix national de la PME innovante de la catégorie "contribution au développement économique durable", pour l'année 2021, attribué à la "SARL Dima Froid" (wilaya de Batna) pour son innovation de porte coupe-feu. Le deuxième prix, de cette catégorie, a été attribué à la PME "Exosafe", pour son innovation d'une hotte pour les manipulations de chimie, alors que le troisième prix a été décerné au Groupe "Algérie Corporate Universe" (GACU) pour son référentiel des compétences des métiers de l'industrie. Pour la deuxième catégorie, "Economie verte", son premier prix a été décerné à la "SarL Doobl Power Machinerie" (wilaya de Oum El Bouaghi) pour son innovation d'un incinérateur mobile de déchets hospitaliers (Covid-19), tandis que le deuxième prix a été remis à la "SarL



ALGM Mecheri Bilal" pour son innovation d'une géo-membrane utilisée dans l'étanchéité des dispositifs pour la protection de l'environnement. Le troisième prix de cette catégorie a été octroyé à un innovateur de la wilaya d'Alger pour son produit à base d'une composition de plastique liquide destiné à la fabrication de moyens didactiques. Quant à la troisième catégorie, "la jeune PME innovante dans le développement économique durable" (moins

de 3 ans d'existence), son premier prix est revenu à la PME "Drainium" pour son innovation d'un équipement anti-blocage des avaloirs, tandis que le deuxième prix est revenu à la "SARL Vision Intek" pour la réalisation d'un échantillonneur automatique de ciment. Le troisième prix de cette catégorie est revenu à la PME "Moufid Business Intelligence" pour une plateforme numérique de bilans financiers des entreprises. A noter que les lauréats

des deux premières catégories ont reçu, en récompense, des chèques de 2 millions de dinars pour le 1er prix, 1,6 million de dinars pour le 2eme prix et 1,2 millions de dinars pour le 3eme prix. Les lauréats de la catégorie "jeune PME innovante dans le développement économique durable" ont, quant à eux, obtenu un million de dinars pour le 1er prix, 800.000 dinars pour le 2eme prix et 600.000 dinars pour le 3eme prix. S'agissant de la 23eme édition du Prix de la meilleure invention, le premier prix de ce concours a été attribué à une invention concernant un instrument de triple protection automatique contre tous types d'incendies des moteurs et des réservoirs de véhicules, tandis que le deuxième prix a été remis à une invention de séparation des déchets plastiques fins des déchets ménagers. Le troisième prix a été octroyé à une invention d'un extracteur d'air chaud. A signaler que lors de cette cérémonie, un prix d'encouragement a été attribué à l'université Mohamed Boudiaf de M'sila pour le nombre de demandes de brevets déposés auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI) durant les deux dernières années.

SELON DES EXPERTS COMPTABLES : La LF 2022 ouvre de nouvelles perspectives aux professions libérales

Des experts comptables ont affirmé, samedi à Guelma, que la Loi de finances 2022 "ouvre de nouvelles perspectives à ceux qui exercent des professions libérales". Au cours d'une journée d'étude nationale sur la Loi de finances 2022 tenue à Guelma, organisée dans la station thermale Hammam Ouled Ali dans la commune d'Héliopolis, en coordination entre l'Organisation nationale des comptables agréés et la Chambre nationale des commissaires aux comptes, les participants ont évoqué un certain nombre d'avantages que la nouvelle Loi de finances comporte, et qui sont favorables aux personnes exerçant des professions libérales. Dans une déclaration en marge de cette rencontre, le secrétaire général de la Chambre nationale des commissaires aux comptes, Mohamed Yahiaoui, a indiqué que les professions libérales soumises au régime fiscal réel dans le cadre de la Loi des finances 2022, auront la possibilité de "développer et d'élargir leurs activités". Il a également relevé qu'en optant pour une déclaration réelle de leurs finances, les personnes exerçant des professions libérales bénéficieront de crédits bancaires et une plus grande confiance dans l'environnement économique, contrairement au régime de fiscalité forfaitaire à travers lequel leur chiffre d'affaires n'est "qu'un simple revenu mensuel". Le même intervenant a exprimé son grand optimisme quant à la capacité de la nouvelle Loi de finances, à travers la concrétisation du principe de justice fiscale, à réaliser le "bond" économique attendu et à surmonter les répercussions négatives causées par la crise sanitaire du Covid-19 en Algérie, soulignant que ce sont les professionnels des finances qui accompagneront les entreprises nationales et privées pour actionner l'efficacité économique. De son côté, le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des comptables agréés, Nouredine Aounallah a déclaré que le seul régime fiscal appliqué jusque-là aux professions libérales "n'a pas prouvé son efficacité que ce soit pour le Trésor public que pour ceux qui exercent des professions libérales".

Il a, dans ce sens, expliqué que la nouvelle Loi de finances a remédié à cette situation en adoptant un régime réel. Le même intervenant a également indiqué que de nombreuses catégories, dont les professions libérales, bénéficient des nouvelles mesures de la Loi de finances, notamment en ce qui concerne la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée, et la réduction de l'impôt sur le revenu global.

De son côté, le trésorier de l'Organisation nationale des comptables agréés, Tahar Djelid, a indiqué que cette journée d'étude, à laquelle ont assisté près de 100 participants, vise à former les comptables agréés et les commissaires aux comptes et à leur faire connaître les nouvelles mesures de la Loi de finances 2022 et leur relation directe avec le reste des lois sur lesquelles ils s'appuient au quotidien dans leurs activités.

Zaghdar souligne l'importance de la relation entre les entreprises publiques industrielles et les start-up

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a souligné, lundi à Alger, l'importance de la relation entre les entreprises publiques industrielles et les start-up, a indiqué un communiqué du ministère. Accompagné du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro Entreprise, Nassim Diafat, le ministre de l'Industrie a inspecté les unités du laboratoire de fabrication (FABLAB) relevant de l'Algérienne de réalisation d'équipements et d'infrastructure métallique (ALRIM), filiale du Groupe des Industries métallurgiques et sidérurgiques (IMETAL). Ce laboratoire assure un encadrement aux futurs directeurs des startup et jeunes ingé-

nieurs développeurs pour la création et le lancement de leurs entreprises ainsi que des formations dans diverses spécialités conformes aux standards internationaux, selon la même source. M.Zaghdar a souligné que le secteur encourage la généralisation de ce genre de laboratoires à d'autres groupes industriels et entreprises publiques relevant du ministère de l'Industrie pour développer l'innovation, ce qui permettra d'augmenter le taux d'intégration nationale dans les différentes filiales industrielles, mettant l'accent sur l'importance de la relation entre les entreprises publiques et les startups, conclut le communiqué.



Les secteurs de l'agriculture et du commerce veillent à ce que la marge bénéficiaire ne dépasse pas 20%



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a indiqué dimanche à Alger que ses services veillaient, en coordination avec les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, à ce que la marge bénéficiaire des commerçants ne dépasse pas 20%, dans le cadre de la lutte contre la spéculation et la hausse des prix, notamment à l'approche du mois de Ramadhan. "Les commerçants sont tenus de respecter une marge bénéficiaire inférieure ou égale à 20%", a précisé M. Henni en marge des travaux du 9e Congrès de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), assurant que les secteurs de l'agriculture et du commerce "veilleront à ce que ce taux ne soit pas dépassé". Par ailleurs, concernant les fourrages, le ministre a fait savoir que la quantité de maïs importé et destiné à l'alimentation de la volaille et des bovins était estimée à 4 millions de tonnes par

an, appelant à "trouver des alternatives à travers la culture de ces céréales dans le sud algérien, ce qui permettra de réduire la facture d'importation".

Le développement de l'agriculture saharienne est une des priorités du gouvernement, qui s'emploie à étendre les espaces agricoles dans ces régions pour promouvoir la production agricole, notamment la production de céréales pour éviter leur importation, a affirmé M. Henni.

Il a, dans ce cadre, invité les jeunes à investir dans les régions sahariennes, assurant que "toutes les facilités leur seront accordées". Le secteur compte axer ses efforts sur le développement des produits agricoles stratégiques comme les céréales, le lait et les viandes blanches, a indiqué le ministre, estimant que le déséquilibre que connaissent ces produits sur le marché était dû à "la désorganisation du réseau de distribution et de vente au détail".

TIMIMOUN : 15 troupes animent le festival culturel d'Ahellil

Quinze (15) troupes culturelles prennent part à la 14^{ème} édition du festival culturel d'Ahellil, dont le coup d'envoi a été donné lundi en fin d'après-midi à Timimoun.

Placée sous le thème "Poésies d'Ahellil, entre signification linguistique et dimension sémantique", cette manifestation, qui regroupe également deux troupes benjamines de moins de 14 ans, pour perpétuer cet art, a été lancée dans une ambiance festive riche en couleurs et sonorités, animées par plus de 27 troupes folkloriques et de Karkabou exécutant divers chants du répertoire lyrique local. La cérémonie d'ouverture du festival d'Ahellil (27-30 décembre) s'est déroulée en présence des autorités de la wilaya et d'invités, hommes de lettres et d'artistes. Classé patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO, le genre Ahellil, propre à la région du Gourara, tire sa spécificité de la manière dont il est exécuté, à travers des chants en variante amazighe zénète interprétés par des participants, femmes et hommes, assis en cercle, chantant d'anciens textes poétiques rythmés par des claquements de mains, accompagnés d'un harmonieux mouvement de corps. Cette édition est marquée par la présence de troupes de moins de 14 ans, susceptibles d'assurer la relève dans ce genre



lyrique et contribuer à la préservation de ce legs séculaire pour le transmettre aux générations futures, a souligné le commissaire du festival, Ahmed Djouli. Dédiée à titre posthume à la mémoire de cheikh Tellaoui Mohamed, connu sous le nom de Bahamou Koukou, cette édition prévoit, outre les soirées de chants Ahellil, des communications et exposés ayant trait à divers thèmes, dont "l'exécution de l'Ahellil", "Ahellil, signification lin-

guistique et portée sémantique" et "le signe et le signifiant dans les poésies d'Ahellil", animées par des spécialistes et universitaires. Les joutes poétiques et tours de chants Ahellil, supervisées par un jury local, seront animées en soirée au niveau du théâtre de plein air de Timimoun, pour permettre au public et visiteurs de l'Oasis rouge Timimoun d'apprécier les facettes culturelles du patrimoine ancestral du Gourara.

ALGER :

2021, un nouveau découpage territorial pour doper le développement local

La promotion de dix circonscriptions administratives dans le Sud du pays en wilayas à part entière a marqué l'année 2021 comme démarche stratégique des pouvoirs publics pour réaliser un développement socioéconomique local, adapté aux spécificités de chaque région du pays. Conformément à la Loi relative à l'organisation territoriale du pays, le Président de la République Abdelmadjid Tebboune avait décidé le 21 février 2021, d'opérer un nouveau découpage territorial et promouvoir au rang de wilaya les circonscriptions administratives de Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Béni Abbès, Ouled Djellal, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El M'Ghair, et El Menia. Aujourd'hui, les nouvelles wilayas bénéficient d'une réelle opportunité pour réaliser un développement local en exploitant les divers leviers prometteurs dont elles disposent. Tant attendu par les populations du Sud du pays, le nouveau découpage territorial vise à rapprocher l'administration du citoyen dans les régions sahariennes, caractérisées par de vastes et éparses étendues. Il a ainsi permis de raccourcir des milliers de kilomètres entre les communes et les chefs-lieux de wilayas du Sud. L'objectif étant d'améliorer le service public et de réaliser les aspirations des citoyens en matière de développement local, selon les principes de la démocratie participative prévus par la Constitution. La démarche permettra de réduire sensiblement les disparités régionales et sociales, et assurer une meilleure fixité des populations puisque la gestion de plusieurs opérations de développement dans divers secteurs, notamment ceux ayant un rapport direct avec l'amélioration du cadre de vie des citoyens, la santé, l'habitat, l'éducation et les travaux publics, sera décentralisée, s'accordent à dire des spécialistes et universitaires de la région du Sud du pays. L'adaptation du développe-

ment local aux nécessités et spécificités de chaque région devrait être concrétisée avec la mobilisation de toutes les capacités pour lancer des projets dans divers secteurs notamment stratégiques, tels que l'énergie, l'agriculture, l'industrie, le tourisme, susceptibles de générer de l'emploi et de la richesse, sans omettre l'investissement dans les ressources humaines, soutiennent-ils.

Conférer de larges prérogatives aux APC et APW

Pour autant, la rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles et la bonne gestion des dépenses publiques s'avèrent néanmoins nécessaires pour répondre aux besoins socioéconomiques des citoyens des wilayas promues, recommandant des universitaires du Sud du pays. Les élections locales du 27 novembre 2021 s'inscrivent dans ce cadre puisqu'elles visent la rationalisation et la bonne gouvernance de la gestion publique au niveau local, ainsi que l'adoption d'une nouvelle vision permettant à la collectivité locale de créer de la richesse et de contribuer au développement économique national. Le Président de la République, en marge de l'accomplissement de son devoir électoral en novembre dernier avait mis en avant l'importance de cette échéance nationale puisqu'elle s'inscrit dans le cadre du parachèvement de l'édification des institutions de l'Etat élus. Le Chef de l'Etat avait, alors, souligné que les APC et APW sont les institutions étatiques de base auxquelles il faut conférer de larges prérogatives. Les nouveaux élus locaux sont ainsi appelés à créer une nouvelle dynamique dans le développement local et à soutenir les communes dans la gestion de ressources locales, sans oublier l'exploitation de l'ensemble des moyens juridiques et matériels offerts à la collectivité locale. Les APW sont mieux à même de connaître les besoins des popula-

tions et les capacités humaines et matérielles de chaque commune, d'où une amélioration de leur prise en charge. A l'effet d'assurer un financement "stable" des collectivités locales, il est impératif d'ouvrir les chantiers de réforme de la fiscalité locale dans les plus brefs délais, avait précisé en septembre le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane lors de la rencontre Gouvernement-walis. Le financement du budget des collectivités locales avec des recettes permanentes est fondamental voire impératif. De même pour la réforme des taxes imposées sur le foncier qui est une autre alternative pour assurer un financement stable des communes, en sus de la révision des autres taxes et le renforcement du volet recouvrement, avait développé M. Benabderrahmane.

Révision radicale de la gestion des collectivités locales en 2022

Les réformes fiscales et financières devraient donc intervenir dans le sillage de la révision des codes communal et de wilaya. A ce titre le Président de la République a annoncé "une révision radicale" des modes de gestion des collectivités locales au cours de l'année 2022, qui va inclure les codes communaux et de wilaya. La révision des codes communal et de wilaya devrait intervenir, selon le Chef de l'Etat, à l'effet de conférer davantage de prérogatives aux élus locaux et les doter d'outils leur permettant d'honorer leurs engagements devant les citoyens qui les ont choisis pour la gestion de leurs affaires. Il avait, à ce titre, indiqué qu'il était temps que l'Etat renonce à certaines prérogatives centrales en les attribuant aux élus locaux. La révision des codes communal et de wilaya, avait souligné le Chef de l'Etat vise à opérer un changement radical dans la gestion des communes, "principale cellule" de la nouvelle République, estime le Président de la République.

"JOUSSOUR TAWASSEL LI TOURATH AL HAOUADIR" : Ouverture de la 4^e édition à Constantine

La 4^e édition de la rencontre "Joussour Tawassel Li Tourath Al Haouadir" a été ouverte dimanche au Musée public national des arts et des expressions culturelles traditionnelles-Palais Ahmed-Bey de Constantine, avec des expositions de 12 musées nationaux, mettant en exergue la richesse culturelle de l'Algérie. Des pièces archéologiques, des manuscrits, en plus des activités des musées nationaux de Tébessa, Sétif, Chlef, Khenchela, El Menea ainsi que du Parc national du Tassili N'Ajjer, le Musée national du Bardo, et le Centre des arts et des expositions de Tlemcen sont exposés, lors de cette manifestation de trois jours, invitant le public, en particulier les adeptes de musées et les amateurs d'archéologie à découvrir les spécificités de ces musées et les legs culturels et historiques préservés dans ces lieux. Dans une déclaration à l'APS, l'attachée de conservation, chef de service des activités pédagogiques au Musée public national d'El Ménéa, Oum Saâd Beldjoudi, a indiqué que la participation de son musée à la manifestation vise à faire connaître un musée spécialisé dans la préhistoire qui constitue un joyau du patrimoine du sud du pays. "Le Musée d'El Ménéa comprend une collection importante et unique de fossiles de trois genres de dinosaures qui remontent à plus de 150 millions d'années", a-t-elle ajouté, relevant que ce rendez-vous est une occasion pour attiser la curiosité du public et l'inviter à visiter un espace unique retraçant l'histoire de plusieurs régions du sud du pays. De son côté, la directrice du Centre des arts et des expositions de Tlemcen (CAREX), Samira Oum Bouazza, a déclaré que le centre qu'elle représente propose une visite virtuelle des expositions organisées

par le CAREX, celles de la calligraphie, des arts plastiques et du couscous, ainsi que les événements historiques tels que la commémoration des événements du 17 octobre 1961. Elle a, dans ce sens, expliqué que les visites virtuelles ont permis au CAREX de poursuivre ses activités en dépit des répercussions de la crise sanitaire du Covid-19. Le conservateur au Musée national de Tébessa, Sofiane Boukhatouta a, pour sa part, souligné que la participation de ce musée, ouvert en 2009, à la manifestation ambitionne de faire connaître les collections aussi intéressantes que captivantes de pièces de monnaie, des épitaphes et des pièces archéologiques de plusieurs périodes historiques, acquises dans le cadre des fouilles, des saisies et des dons. Pour Bachir Ouadaoui, chef de service des activités et ateliers pédagogiques au Musée national de Khenchela, la participation de son musée à l'événement "Joussour Tawassel Li Tourath Al Haouadir" est une manière de faire découvrir au public, Hammam Essalhin, un site historique qui existe depuis 2 000 ans, situé dans la commune d'El Hamma. L'intervenant a également souligné qu'à l'occasion, le musée de Khenchela propose aux visiteurs une collection de pièces de monnaie archéologiques des époques romaine et numide, et expose des publications du musée relatif aux conférences tenues dans les différentes éditions du colloque national "L'Aurès à travers l'histoire". La manifestation, organisée par le Musée public national des arts et des expressions culturelles traditionnelles-Palais Ahmed-Bey en partenariat avec le Musée national Cirta propose au deuxième jour une journée d'étude placée sous le slogan "La créativité pour la promotion du patrimoine".

TIZI-OUZOU:

Hommage au chahid Abane Ramdane, à Larbaa N'ath Irathen

Un hommage a été rendu lundi à Larbaa N'Ath Irathen (à l'Est de Tizi-Ouzou), à l'un des "architectes" de la Révolution Algérienne, Abane Ramdane, à l'occasion du 64^{ème} anniversaire de sa disparition, le 27 décembre 1957. Les activités organisées au titre de cet hommage, ont été marquées par la présence d'une délégation de la wilaya conduite par le Secrétaire général, Miloudi Felahi, qui était accompagné, notamment, du directeur local des moudjahidine et de membres de la famille révolutionnaire ainsi que des autorités de la daïra de Larbaa N'ath Irathen. Lors de cet hommage qui a débuté par un recueillement à la mémoire de Abane Ramdane, au niveau de la statue à son effigie, érigée au niveau de l'échangeur de Oued Aissi (sortie est de la ville de Tizi-Ouzou), la délégation a notamment visité le musée Abane Ramdane au village natal de cette figure de proue de la Guerre de libération nationale, sis au village Azouza (Larbaa

N'ath Irathen). M.Felahi a rappelé à l'occasion le rôle important de celui qu'on a surnommé "l'architecte de la Révolution" mort pour que vive l'Algérie, durant la guerre de libération, en affirmant que "Les moudjahidine ont combattu le colonialisme français pour arracher l'indépendance nationale, c'est à nous aujourd'hui de préserver ce pays". Un hommage a été rendu à l'occasion au Moudjahid Idir Smail, chez lui. Cet ancien cadre supérieur de l'Etat, après l'indépendance, a salué ce geste de reconnaissance à son engagement et son parcours révolutionnaire durant la libération nationale. A noter que l'université de Tizi-Ouzou, prévoit d'organiser prochainement un colloque international sur Abane Ramdane. Prévue en juin 2020, l'organisation de cette manifestation a connu plusieurs reports, notamment à cause de la pandémie de la Covid-19, d'abord pour juin 2021, puis novembre dernier avant d'être à nouveau reportée.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

*Profil souhaité :

- Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
 - Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
- Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :
www.infophilo63@gmail.com

Les directeurs de la Santé sommés de ne pas refaire les erreurs relevées lors de la 3e vague

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a donné, lundi, des instructions aux directeurs de la santé et de la population (DSP), en vue d'œuvrer à "la non répétition des erreurs et lacunes" relevées par le secteur lors de la 3e vague de la Covid-19, mettant l'accent sur l'importance d'assurer la prise en charge nécessaire des personnes atteintes par ce virus, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de sa réunion avec les directeurs de la santé par visioconférence, autour de la situation épidémiologique que vit l'Algérie en raison de la 4e vague du virus et de l'augmentation des contaminations dans nombre de wilayas, le ministre a réitéré la nécessité de "ne pas refaire les erreurs et les insuffisances relevées par le secteur lors de la 3e vague", mettant l'accent sur "l'importance de la prise en charge des personnes contaminées dans les hôpitaux, dans le contexte de la disponibilité de tous les moyens humains et matériels indispensables à la lutte contre cette épidémie". Après avoir écouté les explications données par les directeurs de la Santé de certaines wilayas autour des mesures prises en vue de faire face à la 4e vague du virus, notamment en ce qui a trait au nombre de lits et aux stocks d'oxygène et en médicaments, en l'occurrence les an-



ticoagulants, le ministre a abordé la question du refus de certains établissements hospitaliers de recevoir les malades ou de les transférer vers d'autres hôpitaux, sous prétexte de la non-disponibilité des lits, appelant

les directeurs locaux à œuvrer à garantir la prise en charge sanitaire des personnes contaminées en toutes circonstances. Dans le même contexte, M. Benbouzid a également mis l'accent sur la nécessité d'"assurer le déroulement du travail de certains services médicaux de grande importance", tels que la gynécologie et l'obstétrique, la réanimation, la chirurgie générale, les urgences et la pédiatrie, ce qui contribuera au rétablissement de la confiance du citoyen, en mettant les différents établissements sanitaires au service du citoyen, dans le contexte des moyens matériels et humains dont disposent la majorité des établissements. Le premier responsable du secteur a également relevé l'importance de la vaccination qui reste "l'unique solution pour lutter contre le virus", soulignant qu'il incombe aux directeurs de la santé à réfléchir à "trouver de nouveaux moyens pour convaincre

les citoyens à aller se faire vacciner". Lors de sa rencontre périodique du 13 décembre dernier avec les directeurs de santé, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie proactive de son département ministériel, en prévision d'éventuels développements durant la quatrième vague Covid-19, M. Benbouzid avait donné des instructions à l'effet de consacrer des hôpitaux et des services Covid-19 selon le nombre de populations et les cas recensés sans toucher les spécialités importantes. Il a appelé, dans ce sillage, les directeurs de santé à "l'élaboration d'un inventaire détaillé des stocks d'oxygène dont disposent les structures sanitaires, la présentation des rapports détaillés sur les stocks de médicaments destinés aux personnes contaminées, particulièrement les anticoagulants, et la maintenance et le contrôle du matériel des différents établissements de santé".

COVID-19 :

L'Algérie accueille favorablement le projet de résolution de l'OMS pour les situations d'urgence

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a déclaré, lundi à Genève, que l'Algérie accueillait favorablement "la convergence de vues" sur la présentation d'un projet de résolution visant à renforcer la riposte de l'OMS face aux situations d'urgence imposées par la propagation de la pandémie du coronavirus. M. Benbouzid, qui prend part à une session extraordinaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a prononcé une allocution sur les défis sanitaires auxquels est confronté le continent africain et le rôle attendu de l'OMS en vue de faire face à la pandémie de la Covid-19. Cette situation sera présentée pour "unifier les vues sur les impacts négatifs et les problèmes auxquels sont confrontés les systèmes sanitaires et chercher de nouveaux moyens garantissant l'accès à un quota suffisant de vaccins ainsi que sa distribution équitable". Lors de cette réunion, M. Benbouzid a annoncé l'adhésion de la délégation algérienne à la Déclaration du

représentant de la République Centre Afrique au non du groupe africain, en raison de la propagation de la pandémie mondiale, particulièrement dans les pays africains, ce qui a entraîné "une crise socioéconomique sévère faute de ressources de ressources nécessaires pour faire face à cette pandémie". L'Algérie accueille favorablement "la convergence des vues qui a permis de présenter un projet de résolution lors de cette session extraordinaire", considérant que toute négociation concernant un chèque international "doit être conduite par les pays membres". Les pays africains ont participé à cette session extraordinaire de l'OMS avec un accord sur la situation d'urgence sanitaire de la pandémie et qui sera adopté lors de la session de l'assemblée générale de l'organisation prévue en mars 2022. Le ministre de la Santé a appelé la communauté internationale à "mettre en œuvre le processus en question, selon une approche intégrée et progressive,

en tenant compte des enseignements tirés de la pandémie du Corona, avant de parvenir à un résultat final prévoyant une modification des paramètres actuels, dans les volets prévention, préparation et riposte aux épidémies", note la même source. Par ailleurs, le ministre a affirmé que cette session se veut, "sans aucun doute, une opportunité historique pour approfondir le dialogue sur les enseignements tirés de la riposte à la pandémie et prendre des décisions fermes afin de faire face aux futurs risques sanitaires", indiquant que l'évolution de la situation sanitaire mondiale est "une preuve de la nécessité de travailler ensemble en concrétisation du principe de solidarité internationale, et dans le cadre du renforcement de nos capacités à prédire ce type de crise et à engager une meilleure gestion". Le coronavirus "a mis en évidence la nécessité de renforcer les systèmes de santé, d'œuvrer davantage à la réalisation des objectifs du développement durable (ODD) et

de la couverture sanitaire globale, de même qu'il a relevé l'impératif d'assurer un accès et une distribution rapides et équitables des produits et technologies de santé, notamment des vaccins". Le ministre de la Santé n'a pas manqué l'occasion pour passer en revue les mesures prises, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, "pour contenir cette pandémie", conformément au plan stratégique de préparation et de riposte, faisant remarquer que l'Algérie "entend renforcer le cadre institutionnel, organisationnel et opérationnel en matière de prévention et de riposte sanitaire". La rencontre a constitué une occasion au cours de laquelle le ministre de la Santé s'est incliné, au nom du Gouvernement algérien, à la mémoire des victimes de la Covid-19, saluant l'intervention de l'ensemble des personnels mobilisés à cet effet, et réaffirmant "le soutien apporté par l'Algérie à l'OMS en cette conjoncture exceptionnelle", a conclu le communiqué.

CANCER DU FOIE :

Les ressources financières pourraient éliminer les facteurs de risque

La mise à disposition de ressources financières pour éliminer les facteurs à l'origine du cancer du foie contribueraient à atteindre les objectifs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) portant élimination de l'infection par l'hépatite virale, a indiqué le Pr. Nabil Debzi mardi à Alger. Le même spécialiste, également chef de service des maladies du foie au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Mustapha Pacha, a souligné lors d'une journée d'étude sur le cancer du foie, que cette maladie "serait une situation épidémiologique particulière par rapport aux autres types de cancer, car elle touche 3,3 cas pour 100 000 personnes", considérant toutefois que "ces chiffres ne reflètent pas la réalité". Passant en revue les facteurs de risque, Pr. Debzi a cité les virus des hépatites B et C, qui se transmettent, entre autres, par voie sexuelle et par injections de sang, tandis que d'autres sont chopés en raison du non-respect des règles d'hygiène au sein des services chirurgicaux notamment dans les établissements hospitaliers. La transmission du virus de la mère au fœtus ou encore l'obésité résultant d'une mauvaise alimentation à base de graisses et de sucres figurent également parmi les facteurs de risque, a-t-il précisé. Et de rappeler que les pouvoirs publics ont atteint un taux de vaccination élevé contre le virus de l'hépatite B, depuis les années 1990, touchant 18 millions d'Algériens, notamment après avoir inclus la vaccination dans le calendrier national de vaccination des enfants. Si la production de traitements, au niveau local, pour l'hépatite C, a contribué à la

guérison à hauteur de 95%, l'aspect préventif limitant la propagation de ces virus demeure, selon Pr. Debzi, "une fin difficile à atteindre", ce qui rend la réalisation de l'objectif 0 cas à l'horizon 2030 fixé par l'OMS "encore loin". Le dépistage du cancer du foie est qualifié d'opération "facile et difficile à la fois", en ce sens que si la pathologie est détectée avant que la tumeur ne dépasse les 6 cm, il est possible d'y remédier, si la tumeur atteint ou dépasse les 10 cm, le virus est donc enraciné et est difficile à traiter. De surcroît, entre 20 à 30% des cas requièrent une chimiothérapie ou une thérapie ciblée, alors que 70% des cas sont des hépatites médicamenteuses, a-t-il expliqué, faisant remarquer qu'en cas de complications, d'autres médicaments dits complémentaires sont prescrits et que ces traitements sont discutés dans le cadre d'une réunion consultative multidisciplinaire. Par ailleurs, Pr. Debzi a souligné la nécessité d'impliquer le médecin généraliste dans le dépistage précoce de cette pathologie, insistant sur l'impératif de réviser la formation pédagogique de base des médecins afin d'intégrer de nouvelles disciplines au diapason des évolutions épidémiologiques de la société. La transplantation des organes, dont le foie, pratiquée actuellement à l'hôpital militaire de Constantine et le centre hospitalier Pierre et Marie Curie (CPMC) d'Alger, avait certes régressé ces dernières années, mais "ne s'est pas arrêtée", a-t-il soutenu, expliquant que la suspension de cette opération au niveau du CHU de Batna était principalement due au manque de moyens.

Vers la création d'un système pour la protection des diplômes arabes contre la falsification

L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) a proposé, dimanche à Alger, la création d'un système unique pour la documentation des diplômes des universités arabes en vue de les protéger de la falsification et de préserver la réputation des établissements arabes sur les plans régional et international. Intervenant lors des travaux de la 18e Conférence des ministres arabes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le représentant de l'ALECSO, Mohamed El Djemni a fait savoir que ce système basé sur la

technologie "Block chain" permettra "la vérification des diplômes délivrés par les universités arabes les protégeant de toute falsification". "Il s'agit d'un problème mondial qui menace le monde académique ainsi que les métiers académiques authentiques" a-t-il estimé. Pour y remédier, propose l'intervenant, il importe de "trouver une solution transfrontalière et interarabe pour assurer la sécurité et vérifier les diplômes universitaires délivrés, et ce dans le cadre du principe de transparence et de confiance, facilitant ainsi le déplacement des étudiants et

préservant la réputation des écoles et universités de la région arabe". L'ALECSO a proposé également "la création d'une plateforme numérique ouverte à laquelle s'inscrivent les ministères arabes de l'Enseignement supérieur et les universités arabes pour la numérisation des diplômes", évoquant la possibilité d'inclure, à l'avenir, "les attestations de formation professionnelle et l'adoption d'un classement arabe des universités arabe prenant en considération les spécificités de la société arabe". Les participants auront à débattre, lors

du congrès, "du projet du plan exécutif du cadre général de la recherche scientifique arabe dans les domaines socioéconomiques et examiner le document des indicateurs mesurant la performance régionale d'utilisation de l'intelligence artificielle". Cette Conférence organisée sous le thème "l'enseignement supérieur et la recherche scientifique dans le monde arabe à l'horizon 2030: vision et orientations" en partenariat avec l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), s'étalera sur trois jours.

CORONAVIRUS : Après la mise en garde de l'OMS, les tours de vis se succèdent

Pour le directeur général de l'OMS, l'insuffisance de la couverture vaccinale contre le Covid-19 et celle du niveau de dépistage constituent un mélange « toxique ».

Alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde contre la combinaison « toxique » de faibles taux de vaccination et de dépistage du Covid-19, les tours de vis se succèdent face à la propagation du nouveau variant Omicron, comme l'Allemagne qui s'apprête à durcir, ce jeudi, les restrictions. Berlin doit décider de nouvelles mesures dont de possibles fermetures de bars et autres lieux publics, une approche qui fait consensus avant une obligation vaccinale.

« Une question de choix »

La vaccination obligatoire est déjà prévue en Autriche et d'autres pays y réfléchissent, notamment l'Afrique du Sud, mais les résistances sont fortes. Une discussion « doit être menée » sur le sujet dans les Etats membres de l'UE, a estimé en conférence de presse la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Car pour l'heure, a souligné à Genève le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, l'insuffisance de la couverture vaccinale contre le Covid-19 et celle du niveau de dépistage constituent un mélange « toxique ». C'est « une recette parfaite pour que des variants se reproduisent et s'amplifient », a-

t-il prévenu, soulignant que la fin de la pandémie est « une question de choix ». En Afrique du Sud, là même où a été annoncée l'identification du variant Omicron la semaine dernière, mais dont moins d'un quart des habitants sont vaccinés, les autorités sanitaires ont décrit devant le Parlement une propagation « exponentielle » du virus. Le nouveau variant, manifestement très contagieux, étant déjà dominant.

La souche sur tous les continents

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est insurgé mercredi contre le « scandale » d'une condamnation de l'Afrique pour n'être pas assez vaccinée. Face au variant Omicron, les fermetures de frontières sont « profondément injustes, punitives et inefficaces », a-t-il affirmé, dénonçant une forme d'apartheid à l'égard de l'Afrique et en appelant à développer les tests. Face à « la menace pour la reprise » économique, que représente Omicron, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a elle aussi estimé mercredi que la priorité demeurerait de « s'assurer que les vaccins sont produits et distribués le plus rapidement possible à travers le monde ». Les pays développés du G20 ont dépensé 10.000 milliards de dollars pour pro-



téger leur économie pendant la crise, alors que vacciner la planète ne coûterait que 50 milliards, a déploré Laurence Boone, la cheffe économiste de l'OCDE. La nouvelle souche a été repérée sur tous les continents, mais l'Europe, déjà confrontée avant son apparition à un fort rebond de l'épidémie, semble la plus touchée : après de nombreux autres pays, la Norvège a annoncé ses quatre premiers cas mercredi, tous sur des personnes rentrées d'Afrique du Sud.

Vers une quarantaine aux Etats-Unis ?

Les Etats du Vieux continent durcissent donc à nouveau les restrictions sanitaires : contrôles aux frontières, interdiction de voyager vers l'Afrique australe, masque obligatoire dans les transports et les magasins au Royaume-Uni, recommandation de vacciner les enfants vulnérables en France, etc. Même au Portugal, élève modèle de l'Europe pour le taux de vacci-

nation (85 %), la population doit de nouveau à partir de mercredi porter le masque dans les lieux clos et présenter un pass sanitaire et une nouvelle campagne de vaccination a commencé. Le Danemark, qui comme d'autres pays en Europe est confronté à un fort rebond épidémique, a réintroduit un test obligatoire pour les voyageurs en provenance de Doha et de Dubaï, après la détection d'un cas du nouveau variant chez un voyageur de retour du Qatar. Aux Etats-Unis, qui ont annoncé mercredi avoir détecté un premier cas du variant, des conditions de test plus strictes pour les voyageurs à l'arrivée, voire l'instauration d'une quarantaine, sont à l'étude, selon des responsables sanitaires. Ces mesures pourraient être officiellement annoncées jeudi par le président américain Joe Biden. En Asie, le Japon, désormais fermé aux étrangers, a recensé deux cas de contamination par Omicron et demandé mercredi aux compagnies aériennes de suspendre les nouvelles réservations à destination de son territoire pendant un mois. La Corée du Sud a annoncé ses cinq premiers cas et renforcé ses restrictions de voyage.

CORONAVIRUS: Le variant Omicron « circule probablement depuis plusieurs semaines »

Outre la France métropolitaine et ses neuf cas, les Etats-Unis, la Norvège et l'Inde jeudi, plusieurs pays (Irlande, Islande, Arabie Saoudite, Nigéria, etc.) ont annoncé avoir identifiés des premiers cas du variant Omicron. Brésil a confirmé hier un troisième cas.

Selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, le nombre de cas connus de variant Omicron dans les pays de l'Espace économique européen (UE + Norvège, Islande et Liechtenstein) était de 79, jeudi. En France, « l'évolution du Covid-19 est rapide » en Alsace. Les hôpitaux de Strasbourg (HUS), Colmar et Mulhouse ont tous déclenché leur « plan blanc ».

Près de 50.000 nouveaux cas en 24 heures en France

La moyenne des cas quotidiens a progressé de 50% en une semaine, alors que la 5e vague déferle. La tendance se confirme. Près de 50.000 nouveaux cas de Covid-19 ont été enregistrés en 24 heures, alors que la cinquième vague épidémique continue de déferler sur la France, selon les derniers chiffres publiés mercredi par Santé publique France. 49.610 nouveaux cas ont été confirmés, contre 47.177 la veille. Sur les derniers sept jours (ce qui permet de lisser les effets des jours chômés) la moyenne des nouveaux cas quotidiens s'établit à 34.547, contre un

peu moins de 22.000 il y a une semaine (+54 %), témoignant de l'accélération de cette vague. Et cela pourrait empirer, avec le variant Omicron, jugé « extrêmement préoccupant » par l'Organisation mondiale de la Santé.

Les hospitalisations au niveau de septembre

Le nombre de patients hospitalisés a dépassé les 10.000 (10.558) pour le deuxième jour consécutif (10.249 mardi et 9.860 lundi), un seuil qui n'avait plus été atteint depuis le 12 septembre. Il y a eu 992 nouvelles admissions en 24 heures, et le nombre de patients gravement atteints dans les services de soins critiques atteint 1.886, avec 215

admissions en 24 heures. Depuis le début de l'épidémie au moins 119.227 décès ont été enregistrés. Côté vaccination, depuis le début de la campagne près de 52 millions de personnes ont reçu au moins une injection (77,1 % de la population totale) et presque 51 millions ont un schéma vaccinal complet (75,5 % de la population totale). Depuis le début de la campagne de rappel, 8.165.008 personnes ont reçu une dose de rappel. Les injections de rappel sont en forte augmentation depuis qu'elles ont été ouvertes à tous les adultes en fin de semaine dernière : près de 485.000 personnes en ont bénéficié sur les dernières 24 heures.

Ce que les études disent sur l'efficacité du rappel vaccinal contre l'Omicron

Le schéma vaccinal complet ne permet pas de se protéger contre l'Omicron, révèlent des études menées par divers instituts britanniques. Cependant, le rappel vaccinal semble augmenter l'efficacité jusqu'à 70-80%, avant une diminution au bout de la dixième semaine après l'injection. Hautement contagieux, le variant Omicron arrive à dépasser l'immunité après un schéma vaccinal complet. La troisième dose semble augmenter le niveau de protection, mais sa durabilité laisse planer des doutes, selon de récentes études britanniques. Six mois après la deuxième injection, les vaccins de Pfizer, AstraZeneca et Moderna ne protègent plus contre les formes symptomatiques suscitées par l'Omicron, à en juger par les données relayées dans un rapport de l'agence sanitaire UKHSA (UK Health Security Agency), publié le 23 décembre. L'étude comprend 147.597 cas de Delta et 68.489 cas d'Omicron. Pour les trois vaccins, l'efficacité était autour de zéro. En cas de vaccination avec Pfizer, la troisième dose remonte son efficacité à 70%, laquelle a tendance à diminuer un mois après l'injection jusqu'à 45% au bout de la dixième semaine après le rappel. Deux doses

d'AstraZeneca et un rappel de Pfizer augmentent aussitôt la protection jusqu'à près de 50% avant de chuter jusqu'à 35% vers la dixième semaine.

Moins d'hospitalisations ?

Le risque d'hospitalisation apparaît réduit par rapport au variant Delta, poursuivent les chercheurs. Selon les données disponibles au 20 décembre, parmi ces personnes infectées par l'Omicron et comptabilisées, 132 d'entre elles ont été admises ou transférées aux services d'urgence. Parmi celles-ci, 17 (12,9%) avaient reçu une dose de rappel, 74 (56,1%) une deuxième dose et 27 (20,5%) n'ont pas été vaccinées. Pour l'heure, ces données sont insuffisantes pour analyser l'efficacité du vaccin contre l'hospitalisation: "Notre dernière analyse montre un signal précoce encourageant selon lequel les personnes qui contractent le variant Omicron peuvent courir un risque d'hospitalisation relativement plus faible que celles qui contractent d'autres variants. Cependant, il convient de noter à la fois qu'il s'agit de données préliminaires et que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour confirmer ces résultats", a déclaré la Dr Jenny Harries, directrice générale de l'UKHSA, citée par le

gouvernement britannique.

"Une menace majeure"

Les chercheurs de l'Imperial College de Londres ont abouti à des conclusions relativement similaires. Avec les données des cas positifs au coronavirus détectés entre le 29 novembre et le 11 décembre 2021, ils ont révélé un risque significativement accru de contracter cette nouvelle souche en dépit de l'immunisation. L'efficacité des vaccins contre l'infection symptomatique à l'Omicron a été estimée entre 0% et 20% après deux doses, et entre 55% et 80% après une dose de rappel. "Ce niveau d'évasion immunitaire signifie que l'Omicron constitue une menace majeure et imminente pour la santé publique", conclut Neil Ferguson, professeur de l'Imperial College de Londres. Par ailleurs, les chercheurs ont également observé une réduction de 20 à 25% dans tout type d'hospitalisation pour l'Omicron en comparaison avec le Delta. Une étude réalisée par l'université d'Édimbourg et publiée le 22 décembre suggère elle aussi une diminution du risque d'hospitalisation, quoique ses estimations divergent des précédentes: "L'Omicron est associé à une réduction de deux tiers du risque d'hospitalisation pour

Covid-19 par rapport au Delta", écrivent les chercheurs, après avoir analysé 23.840 cas d'Omicron et 126.511 cas de Delta.

Pas de protection contre la transmission

Dans une interview accordée au Monde et publiée le 19 décembre, le PDG de BioNTech Ugur Sahin a estimé que même les triples vaccinés pouvaient transmettre le virus. Afin de contrer la menace, il a recommandé de tester massivement et de respecter les mesures de protection, alors que le variant Omicron devient dominant. Le 24 décembre, la France a annoncé un nouveau record de contaminations (94.124) recensées en 24h. Au moins 113 personnes supplémentaires ont été hospitalisées, dont 46 en réanimation. 167 sont décédées. Au total, 16.173 personnes sont actuellement hospitalisées pour cause de Covid-19 et 3.254 en soins intensifs. La Haute Autorité de Santé (HAS) recommande dans un avis publié le 24 décembre de réduire à trois mois le délai entre la primovaccination contre le Covid-19 et le rappel. De plus, elle prescrit d'élargir la campagne de rappel aux adolescents fragiles, afin de tenter de freiner la propagation du variant Omicron.

Le nombre de contaminations quotidiennes par le coronavirus continue de grimper en France

Sur fond de propagation du nouveau variant du coronavirus dans le pays, la France enregistre deux records absolus liés à l'épidémie. Le premier cas d'infection par Omicron a été détecté en Martinique. L'aggravation de la situation épidémique devrait être discutée au Conseil de défense sanitaire présidé par Emmanuel Macron. Les autorités sanitaires françaises annoncent ce vendredi 24 décembre 94.124 contaminations supplémentaires, un nouveau record après les chiffres déjà sans précédent d'hier (91.608). Le coronavirus a causé 167 décès dans les dernières 24 heures. Le nombre total de Français morts pour cette raison atteint désormais 122.462. Avec 113 de plus depuis la veille, 16.173 personnes sont actuellement hospitalisées pour cause de Covid-19. Quant aux malades placés en réanimation, ce 24 décembre la France en compte 3.254 (+46 par rapport à l'indicateur d'hier).

Autre record et Conseil de défense sanitaire

Se référant à des statistiques du ministère de la Santé publique, BFM TV fait part d'un autre record relatif à l'épidémie. Il s'agit des tests de dépistage du Covid-19 réalisés en France jeudi 23 décembre et dont le nombre s'élève à 1,55 million. Selon le gouvernement, la forte demande n'empêchera pas les Français de continuer à se faire tester les prochains jours. L'urgence épidémique a accéléré l'introduction dans le pays de nouvelles mesures sanitaires censées, selon les autorités, stopper l'offensive du virus. Lundi 27 décembre, Emmanuel Macron présidera un Conseil de défense sanitaire, suivi du Conseil des ministres pendant lequel sera présenté le projet de loi visant à remplacer le pass sanitaire par un vaccinal.

GHARDAÏA: Un flux exceptionnel de visiteurs nationaux en cette fin d'année

Un flux exceptionnel de visiteurs nationaux est observé dans la wilaya de Ghardaia en cette fin d'année qui coïncide avec les vacances scolaires, a-t-on constaté sur place.



Cette croissance du flux touristique "interne" dans la région de Ghardaia tente de faire sortir de sa léthargie un secteur fortement impacté par la crise sanitaire de la pandémie du Covid-19 et la fermeture des frontières nationales, un secteur qui fait vivre des centaines de familles et constitue une manne inespérée en ces temps de crise. Insistant sur le rôle du tourisme interne dans la dynamique du développement de l'économie locale, Hamid Benkhelifa, gérant d'hôtel à Ghardaia, a fait remarquer, dans une déclaration à l'APS, que le tourisme interne constitue pour les opérateurs du tourisme du sud algérien "une bouffée d'oxygène". Ce marché touristique "interne" a un effet compensateur pour combler le déficit de la clientèle étrangère et améliorer le chiffre d'affaire du secteur du tourisme et de l'artisanat, a-t-il souligné. Ce regain

d'intérêt pour la destination Ghardaia est favorisé par le climat de quiétude qui règne dans cette région réputée pour son patrimoine naturel, architectural, et culturel, dont une grande partie est classée par l'UNESCO comme patrimoine mondial sauvegardé, ainsi que par l'existence de palmeraies abritant des lieux d'hébergement et des maisons traditionnelles très prisées par les visiteurs, a confié, de son côté, Adnan, un jeune étudiant d'Alger. De nombreux visiteurs approchés par l'APS estiment que la ville de Ghardaia est saturée, marquée par des nuisances sonores induites par les encombrements de la circulation routière, poussant les visiteurs à choisir les lieux d'hébergement touristiques à forte valeur patrimoniale, à savoir les maisons traditionnelles situées dans les palmeraies. Le tourisme oasien en plein essor est prometteur dans la région où les palmeraies ver-

doyantes, en dehors des tissus urbains, suscitent l'intérêt par une clientèle en quête d'authenticité, de quiétude et de dépaysement. "Toutes les maisons traditionnelles affichent complet depuis la mi-décembre", a affirmé Ammi Aissa, un guide touristique de Ghardaia, ajoutant que "les réservations s'y font par Internet, pour une modique somme de 30.000 DA par personne et par semaine". "Les visiteurs nationaux cherchent la modestie, le dépaysement et la nature et les maisons traditionnelles du M'zab constituent un lieu idéal pour ce type de clientèle", a-t-il souligné.

Aménagement de palmeraies familiales en sites d'accueil

Cherchant à impulser un nouvel élan pour le tourisme, de nombreux jeunes de la wilaya ont procédé à des opérations d'aménagement de leurs palmeraies familiales en des sites d'accueil et d'hébergement pour

répondre à une forte demande de touristes. Il existe une vingtaine de sites situés dans les palmeraies de la vallée du M'zab, de Métili, Mansoura, Zelfana et Seb-Seb, pouvant abriter plus de 1.500 personnes, a révélé un tour opérateur de Ghardaia. C'est une nouvelle tendance du tourisme à Ghardaia, a expliqué B.Said, gérant d'une résidence traditionnelle, basée sur la dimension culturelle et écologique, avant d'ajouter que l'habitat traditionnel constitue l'une des principales attractions des touristes, voir des maisons fortifiées construites en pisé, parfois majestueusement perchées sur des pitons rocheux et richement décorées. La région de Ghardaia vit ces jours-ci au rythme d'un grand flux touristique constitué essentiellement de jeunes nationaux venus passer en groupe des moments de détente et de découverte dans la région du M'zab, signale Boumediène Laama, chef de service à la direction du tourisme de Ghardaia. De même, la station thermale de Zelfana (70 km au sud/est de Ghardaia) connaît également en cette fin d'année un afflux important de visiteurs, en quête de vertus curatives et récréatives de la région réputée aussi pour son oasis verdoyante et ses dunes de sables. La région de Ghardaia dispose de nombreux atouts naturels et une richesse culturelle à même d'en faire une grande destination écotouristique. La mise en place de projets d'hébergement dans ses palmeraies a pour objectif essentiel la valorisation du patrimoine culturel et naturel de la région, faisant du tourisme un véritable levier de développement. Les acteurs du tourisme dans la région mettent tout en œuvre pour créer une véritable dynamique de projets de territoire conforme aux orientations d'une stratégie touristique porteuse de valeurs sociales et de citoyenneté et visant le développement d'un écotourisme responsable. Le rush de visiteurs nationaux a animé la région créant une dynamique de l'activité économique locale, notamment les services et l'artisanat.

Promouvoir les actions de solidarité pour venir en aide à toutes les catégories nécessiteuses de la société



Les participants à une rencontre organisée, samedi à Alger, par l'association caritative "Kafil El Yatim" ont appelé à la promotion du bénévolat et des actions de solidarité pour venir en aide aux franges nécessiteuses de la société, notamment les orphelins et les veuves. Les participants à cette rencontre tenue à l'occasion du 10e anniversaire de la création de l'association caritative "Kafil El Yatim", ont souligné l'importance d'intensifier les efforts de prise en charge des franges nécessiteuses, notamment les orphelins, les veuves et les personnes aux besoins spécifiques. Ils ont également mis en avant la nécessité d'encourager les actions caritatives et de lancer des projets pour la création de postes d'emploi permanents, la réalisation du développement durable et la lutte contre la pauvreté. Présent à l'évènement, le conseiller du président de la République, chargé des zaouias et des associations religieuses, Aissa Belakhdar a insisté, dans une allocution prononcée à l'occasion, sur l'importance d'"associer la société civile dans le processus du développement", ajoutant que cette entreprise "nécessite la mobilisation des moyens et des facilitations permettant aux associations de s'acquitter de leurs missions, à savoir la promotion de la créativité et de l'innovation dans la société, en sus de l'établissement d'une économie basée sur la connaissance". M. Belakhdar a rappelé, dans ce sens, la nécessité de promouvoir "le bénévolat et la solidarité envers les catégories vulnérables de la société, notamment les orphelins et les veuves, leur offrant une prise en charge sanitaire, sociale et éducative". Pour sa part, le représentant du ministère de la Solidarité nationale, Kamel Belalia a mis en exergue le rôle des associations activant dans le domaine, les qualifiant de "partenaire important" du secteur de la solidarité nationale. "Plus de 100 associations activant en la matière ont contribué à la réalisation de 170 centres d'accueil des enfants handicapés et autistes, permettant ainsi de prendre en charge plus de 10.000 enfants", a-t-il rappelé. De son côté, le commandant général des anciens des Scouts Musulmans Algériens (SMA), Mustapha Sâadoun, a évoqué le partenariat avec l'association "Kafil El Yatim" dans le cadre d'une convention conclue entre les deux parties dans l'objectif de promouvoir l'action sur terrain et du bénévolat en vue d'"une prise en charge efficace des orphelins et des handicapés et du renforcement des actions caritatives". A cette occasion, le président de l'association "Kafil El Yatim", Rabah Larbaoui, a relevé les actions caritatives menées par son association pour la prise en charge des orphelins et des veuves, appelant à "la poursuite de ces actions et au renforcement des initiatives caritatives à travers l'élaboration de projets bénéfiques à ces catégories sociales vulnérables". Le président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, Abderrezak Guessoum, a insisté, lui, sur l'impérative prise en charge des enfants orphelins compte tenu de l'importance de cette question sur les plans religieux et social, plaidant pour la poursuite de l'action en vue de prendre en charge cette catégorie nécessitant "une éducation saine et une prise en charge sanitaire et sociale". La rencontre a été ponctuée par des interventions portant sur des questions relatives à l'enseignement, la santé, la communication et les moyens permettant de lutter contre le chômage, outre l'implication de la femme rurale dans le développement. A cette occasion, l'association "Kafil el Yatim" a distingué le président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour son appui à l'action associative au profit des enfants orphelins et des catégories sociales vulnérables.

Le CNDH appelle à la révision de la loi relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a renouvelé jeudi son appel à la "nécessité" de réviser la loi relative aux personnes handicapées, pour l'adapter à la convention internationale relative à cette catégorie vulnérable et à la nouvelle Constitution. Dans son communiqué rendu public à l'occasion de la Journée internationale des personnes aux besoins spécifiques (3 décembre), le CNDH a réitéré son appel à la révision impérative de la loi 02-09 du 08 mai 2009 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées pour l'adapter à la convention internationale relative à cette catégorie vulnérable ratifiée par l'Algérie, ainsi qu'à la Constitution du 1er novembre 2020 en vertu de son article 72 qui stipule expressément dans son deuxième alinéa, la nécessité de promulguer une nouvelle loi en la matière tout en

œuvrant à corriger la définition de la personne handicapée prévue dans l'ordonnance 58-75 du 26 septembre 1975". A cette occasion, le Conseil a également invité toutes les parties intéressées dont les institutions de l'Etat, la société civile, le secteur privé et les citoyens à "la nécessité de renforcer les réalisations de l'Algérie en matière de protection des personnes handicapées, en s'engageant aux dispositions de la convention internationale et en accordant davantage d'opportunités aux personnes handicapées". La démarche de protection de cette catégorie, selon la même source, passe par "l'application du principe (du quota) tout en augmentant son taux mais aussi par la garantie d'une opération éducative au profit de cette catégorie notamment les patients autistes". Le Conseil a estimé cette journée comme "occasion annuelle pour

s'engager à protéger et à promouvoir les droits de toutes les personnes handicapées", ajoutant que ces droits universels consacrés "ne peuvent être écartés, d'autant plus que le monde s'est engagé à les protéger lorsque les Nations Unies ont adopté le 13 décembre 2006 la Convention internationale sur les personnes handicapées, ratifiée par l'Algérie le 04 décembre 2009". L'objectif de la célébration de cette journée est "d'élever le niveau de conscience quant aux droits de cette catégorie et aux défis à relever, en veillant à mobiliser l'appui nécessaire et à préserver la dignité de cette frange", ajoute le communiqué. Plus de 1 milliard de personnes à travers le monde souffrent d'un handicap, un chiffre appelé à augmenter en raison de la vieillesse et des maladies non transmissibles, d'où l'impératif d'accorder davantage d'intérêt

aux besoins de cette catégorie, notamment dans les domaines de la santé, des soins, de l'enseignement et du travail. "Leadership et participation des personnes handicapées pour construire un monde post-Covid-19 inclusif, accessible et durable" est le thème retenu cette année pour la célébration de cette journée, vu que l'impact de la pandémie était plus important sur cette catégorie vulnérable. Dans son message à cette occasion, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a affirmé "je demande instamment à tous les pays de mettre pleinement en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées, d'accroître l'accessibilité et de supprimer les obstacles juridiques, sociaux, économiques et autres, avec la participation active des personnes handicapées et des organisations qui les représentent".

"MENSONGES": Gazprom commente les accusations sur les livraisons de gaz en Europe

Le groupe gazier Gazprom a qualifié de mensongères les accusations d'insuffisance des livraisons à l'Europe, tout en rappelant que le gaz russe transitait toujours par l'Ukraine bien que le contrat ait déjà été rempli.



Les accusations d'insuffisance de livraison de gaz russe à l'Europe formulées à l'encontre de la Russie et de son groupe Gazprom sont ineptes et inacceptables, a déclaré ce samedi 25 décembre le porte-parole de l'entreprise, Sergueï Kouprianov, à la chaîne de

télévision Rossiya 1. M.Kouprianov a notamment rappelé que Gazprom avait fourni 50,2 milliards de mètres cubes de gaz à l'Allemagne, soit 5,3% de plus qu'en 2020. Parmi les pays qui ont déjà reçu plus de gaz en 2021 qu'en 2020 figurent aussi l'Italie, la Turquie, la Bulgarie, la Serbie,

le Danemark, la Finlande et la Pologne. Gazprom se dit prêt à livrer des volumes supplémentaires de gaz dans le cadre des contrats à long terme en vigueur. "Et le prix de ce gaz est largement inférieur à celui du marché au comptant", a précisé le porte-parole.

Une décision "peu rationnelle" de l'Europe

Ces derniers jours, Gazprom a constaté des livraisons de gaz à rebours, soit d'Allemagne vers la Pologne et l'Ukraine. Pourtant le taux de remplissage des dépôts en sous-sol allemands est plutôt faible, a poursuivi la voix du groupe. "Selon les données disponibles, on assiste à l'inversion physique de 3 à 5 millions de mètres cubes de gaz quotidiens d'Allemagne vers la Pologne et, apparemment, vers l'Ukraine. Le gaz provient des sites de stockage souterrains allemands dont 47% du gaz ont déjà été prélevés, alors que l'hiver ne fait que commencer. Ce n'est pas la

solution la plus rationnelle", estime M.Kouprianov. Dans le même temps, le représentant de Gazprom a noté que ce gaz était plus cher que celui livré par le groupe conformément à ses contrats. "Toutes les accusations contre la Russie et Gazprom, selon lesquelles nous ne fournissons pas assez de gaz sont absolument infondées et inadmissibles. Elles ne correspondent pas à la réalité. Ce sont des mensonges", s'est indigné M.Kouprianov. L'Europe crée elle-même des problèmes. "Il n'y a pas lieu de blâmer Gazprom pour cela. Il vaut mieux se regarder dans le miroir", a-t-il ajouté.

Pas de commande, pas de gaz

Actuellement, Gazprom n'achète pas de capacités de transit aux enchères quotidiennes puisqu'il n'a pas reçu de commandes de ses clients, a expliqué M.Kouprianov. Ce dernier a ainsi commenté les données de GSA Platform, selon lesquelles le groupe russe ne prenait pas d'option sur des

capacités de transport par le gazoduc Yamal-Europe depuis six jours, ce qui signifiait la suspension des livraisons. "Certains de nos clients, dont la France et l'Allemagne, ont déjà reçu tout le gaz prévu par le contrat et n'envoient plus de demandes de leur fournir du combustible bleu. Gazprom réserve des capacités de transit en fonction des commandes", a précisé le responsable.

Le transit de gaz via l'Ukraine continue

Le groupe poursuit le transit de gaz via le territoire ukrainien bien qu'il ait déjà rempli ses obligations prévues par le contrat pour 2021 à la mi-décembre, a-t-il rappelé. "Si l'on parle du transit de gaz par l'Ukraine, Gazprom a tenu ses engagements dès le 15 décembre dans le cadre du contrat de transit et continue de livrer du gaz par cet itinéraire", a fait remarquer M.Kouprianov.

Chicago Blé, maïs et soja avancent encore sur un marché calme

Les cours du blé, maïs et soja ont encore augmenté jeudi, toujours orientés par une météo défavorable aux Etats-Unis et en Amérique du Sud, sur un marché calme à la veille de Noël. Le soja a enchaîné sa huitième séance positive de suite, une séquence qui lui a fait gagner quasiment un dollar le boisseau, soit près de 8%. L'oléagineux est au plus haut depuis le 26 août. Il le doit essentiellement à la dégradation des conditions climatiques dans le sud du Brésil et le nord de l'Argentine, respectivement premier et troisième producteurs mondiaux de soja. Les dernières prévisions font état de quelques averses sur ces régions dans les deux semaines à venir, «mais rien qui va changer le fait que tout est globalement assez sec», a commenté Jack

Scoville, analyste de Price Futures Group. Des pluies plus abondantes sont attendues en janvier, mais certains agriculteurs brésiliens s'inquiètent déjà que leur quantité ne perturbe la maturation des gousses de soja et la récolte. Cette tonalité haussière aurait pu être contrariée par les chiffres d'exportations américaines pour la semaine du 10 au 16 décembre, avec un volume de soja au plus bas depuis le début de la campagne 2021/22. Mais ces données ont été compensées par les exportations d'huile de soja, au plus haut de la campagne, elles, et de tourteaux, en forte hausse par rapport à la semaine précédente. Le blé, lui, continue à bénéficier de la sécheresse dans le sud de la région des plaines aux Etats-Unis, où est cultivée une part importante de

la variété HRW (Hard Red Winter). Le maïs a suivi, même si les ventes hebdomadaires à l'exportation sont ressorties en baisse de 50% par rapport à la semaine précédente. Les marchés à terme pour les matières premières agricoles seront fermés vendredi, jour férié aux Etats-Unis. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mars 2022 a grappillé 0,09% à 8,1475 dollars contre 8,1400 dollars à la clôture mercredi. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison le même mois a pris 0,53% à 6,0575 dollars contre 6,0250 dollars à la précédente clôture. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mars également a gagné 0,43% à 13,4075 dollars contre 13,3500 dollars mercredi.

Deux géants nucléaires russe et français s'unissent par un nouvel accord

Un nouvel accord stratégique a été signé entre le géant russe du secteur nucléaire, Rosatom, et le groupe nucléaire français Framatome, filiale à 75% d'EDF, en marge du salon du nucléaire civil World nuclear exhibition (WNE) qui se tient à Villepinte, aux portes de Paris. Dans le cadre du salon du nucléaire civil World nuclear exhibition (WNE) qui se tient près de Paris, deux groupes du secteur nucléaire russe et français, Rosatom et Framatome (filiale d'EDF), ont signé un accord stratégique qui prévoit une coopération à long terme, indique l'entreprise française. "Grâce à une collaboration étroite avec notre partenaire industriel Rosatom, nous renforçons nos contributions pour une production sûre et fiable d'une énergie propre générée par les centrales nucléaires de nos clients. Ensemble, nous nous appuyons sur notre savoir-faire pour maintenir l'exploitation de la flotte nucléaire existante et nous préparons la nouvelle génération d'énergie nucléaire", s'est félicité le CEO de Framatome, cité dans le communiqué de presse. Il ne s'agit pas de la première coopération entre les deux entreprises, cette entente est censée approfondir la relation entre elles, établie par un protocole d'accord de 2017 instaurant le cadre d'un effort commun dans de nouveaux domaines. EDF et Rosatom sont déjà liés par plusieurs projets et développent conjointement les transports électriques, ainsi que le secteur des énergies hydrogènes. Lors d'une interview pour Sputnik en marge de la Semaine russe de l'énergie, Béatrice Buffon, directrice exécutive groupe en charge de la direction internationale d'EDF, a confirmé que la Russie et la France avaient des dossiers en cours concernant le transport électrique, tout en mettant en avant l'hydrogène. "On commence à regarder des projets pilotes avec nos partenaires russes et notamment notre partenaire Rosatom, puisqu'on a une longue histoire dans le nucléaire civil. Et qu'on peut faire des choses ensemble,

notamment dans l'hydrogène. On essaie de développer des offres, plutôt hydrogènes, avec Rosatom et d'autres partenaires implantés en Russie pour des flottes de bus qui auraient besoin d'autonomie suffisante", a-t-elle expliqué. Un autre projet entre les deux groupes a eu lieu en 2018 quand la société russe Tenex, une filiale de Rosatom, avait conclu un contrat avec EDF pour recycler et enrichir de l'uranium provenant du traitement des combustibles usés du parc de centrales nucléaires du groupe français.

Plus de réacteurs nucléaires

La réindustrialisation de la France et la décarbonisation de son économie nécessiteront plus de centrales nucléaires, avait estimé dans le passé le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire. Lors de son allocution télévisée du 9 novembre, Emmanuel Macron a annoncé que la France allait construire de nouveaux réacteurs nucléaires sur son sol dans le cadre du plan France 2030. Ces travaux seront réalisés, a-t-il dit, "pour garantir l'approvisionnement électrique de notre pays et atteindre nos objectifs, en particulier la neutralité carbone en 2050". Le 8 novembre, EDF avait déclaré que le secteur nucléaire français serait capable de construire de nouveaux réacteurs de type EPR dans le respect des coûts et des calendriers si la France prenait une décision dans ce sens. Le gouvernement avait auparavant renvoyé cette décision après la mise en service de l'EPR de Flamanville 3, prévu pour fin 2022, selon le dernier planning fourni par EDF. Selon le Président, "c'est un message fort de la France" qui est arrivé au moment où la conférence COP26 va se clôturer à Glasgow. Les énergies renouvelables seront le "moteur" de la croissance, mais les hydrocarbures prédomineront encore dans le bilan énergétique mondial d'ici à 2050, selon les représentants des organisations internationales qui ont fait cette conclusion lors de la Semaine russe de l'énergie qui s'est tenue à Moscou en octobre.

Le ministre russe de l'Économie espère plus d'"attention pour les entreprises russes en France"

Lors d'une visite en France, le ministre russe du Développement économique, Maxim Rechetnikov, a rencontré son homologue, Bruno Le Maire. Le ministre russe a exploré pour Sputnik les voies et modalités du dialogue entre la France et la Russie. "La France est actuellement le numéro un parmi les investisseurs étrangers en termes de création d'emplois [en Russie, ndlr]", explique à Sputnik Maxim Rechetnikov, ministre russe du Développement économique. Le responsable russe s'est rendu à Paris pour rencontrer son homologue Bruno Le Maire. Et ce dans le cadre du Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC). "Relancer des relations économiques et politiques fortes" entre la Russie et la France, "même en temps de crise": voici l'objectif que se sont fixés les deux dirigeants. Le ministre russe se montre optimiste: le business français fleurit en Russie et y représente une partie importante de l'économie. Les entreprises françaises y sont "profondément intégrées". Exemples éloquentes: Renault, qui a créé 40.000 emplois, Auchan et Danone, qui ont généré quelque 30.000 emplois chacun. "Nous espérons que



nos homologues français, et nous en avons parlé avec M. Le Maire, accorderont autant d'attention aux entreprises russes en France que nous aux entreprises françaises présentes chez nous", confie au micro de Sputnik Maxime Rechetnikov. Bien que cela ne signifie pas que tous les problèmes sont résolus, "de façon générale, nous avons un dialogue permanent", a précisé le ministre. On note également la croissance d'échanges commerciaux entre la Russie et la France: "68% de plus" durant les dix premiers mois de 2021. Le responsable russe souligne que cette augmentation est due, "entre

autres, à l'exportation de ressources énergétiques", mais également aux "exportations d'énergie hors ressources", en croissance de deux tiers ces dix premiers mois de l'année.

Reconnaissance mutuelle des certificats de vaccination, un moteur de l'économie

L'émergence de la nouvelle souche du coronavirus Omicron n'a pas échappé à l'attention des ministres russe et français. Son "impact possible" sur l'économie a été évoqué. "Nous parlons du fait que la Russie a maintenant acquis une certaine expérience, une certaine adaptabilité à différentes situations. Le système réagit de manière flexible. Les régions ont besoin de beaucoup de pouvoirs", a détaillé Maxime Rechetnikov. Le responsable russe a souligné que la reconnaissance mutuelle des certificats de vaccination, demandée par les représentants des milieux d'affaires russe et français, permettrait d'accroître les échanges commerciaux entre les deux pays: "Nous sommes prêts au dialogue et pensons que cela sera utile pour la reprise rapide de la croissance économique dans nos pays et une augmentation des flux [commerciaux, ndlr]."

BIRMANIE : L'envoyée spéciale de l'ONU « profondément inquiète » de l'escalade de la violence

La nouvelle envoyée spéciale des Nations Unies pour la Birmanie, Noeleen Heyzer, s'est déclarée lundi « profondément inquiète » de l'escalade de la violence et a appelé à un cessez-le-feu entre la junte et ses opposants à l'occasion de la nouvelle année.

La diplomate «est profondément inquiète de l'escalade continue de la violence dans l'Etat de Kayin et dans d'autres régions de Birmanie», a déclaré son bureau dans un communiqué. Il s'agit de sa première prise de parole depuis sa nomination en octobre dernier. Les manifestations à travers le pays contre le coup d'état militaire de février ont été réprimées dans le sang, avec plus de 1.300 personnes tuées et 11.000 arrêtées, selon un groupe de surveillance local. Les efforts diplomatiques déployés par les Nations unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) pour résoudre la crise ont jusqu'à présent peu progressé, la junte faisant la sourde oreille. En octobre, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a nommé la sociologue singapourienne Noeleen Heyzer au poste d'envoyée spéciale en Birmanie, en remplacement de la diplomate suisse Christine Schraner Burgener. Un responsable de l'ONU



s'est dit dimanche «horriblé» par des informations crédibles selon lesquelles au moins 35 civils ont été tués et leurs corps brûlés dans l'est

du pays, et a demandé au gouvernement d'ouvrir une enquête. Deux employés de l'ONG britannique Save the Children sont toujours por-

tés disparus après que leur véhicule a été attaqué et brûlé lors de l'incident survenu dans l'est de l'Etat de Kayah à la veille de Noël.

LES PRIX DU GASOIL ET DE L'ESSENCE S'ENVOLENT : Ça "carbure" au Maroc

Les distributeurs des hydrocarbures au Maroc ont engrangé pas moins de 38,5 milliards de dirhams marocains (4,16 milliards de dollars) de bénéfices depuis la libéralisation des prix des hydrocarbures fin 2015, au détriment des consommateurs qui ont vu les prix du gasoil et de l'essence s'envoler, selon un syndicat syndical. Le président du Front national pour la sauvegarde de la raffinerie marocaine de pétrole "SAMIR", Houcine Yamani, a révélé, lors de l'Assemblée générale du syndicat tenue récemment, que "les bénéfices des distributeurs des hydrocarbures s'élèvent à 38,5 milliards de dirhams, pour le gasoil et l'essence seulement,

entre 2016 -date d'entrée en vigueur de la décision prise sous le gouvernement (Abdelilah) Benkirane- et fin 2020", précisant que "ce chiffre n'inclut pas les bénéfices liés au fuel industriel et au kérosène, carburant utilisé pour les avions, en situation de quasi-monopole". Selon M. Yamani, les opérateurs ont engrangé 8,1 milliards de dirhams en 2016 et 9,5 milliards de dirhams en 2017, ajoutant qu'en 2018 et 2019 les bénéfices ont régressé pour atteindre 6,2 milliards de dirhams, avant de repartir à la hausse en 2020, malgré la pandémie de Covid-19, en atteignant 8,5 milliards de dirhams. En somme, la libéralisation des prix des hydro-

carbures a fait passer la marge de bénéfice des opérateurs "de 7% à 14%", a-t-il souligné. Pour étayer son propos, le président de cette organisation syndicale a rappelé que l'unique société distributrice d'hydrocarbures cotée en Bourse a vu ses bénéfices passer de 317 millions de dirhams en 2014 à 840 millions de dirhams en 2016 après la libéralisation. En 2017, les bénéfices de cette société cotée s'élevaient à 993 millions de dirhams. "Cela signifie que la marge bénéficiaire a triplé", conclut-il. Selon les données de l'Enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages menée en 2014 (données officielles les plus

récentes dans le royaume), les carburants représentent 2,6% de la consommation des ménages. Depuis l'année 2016 (date de libéralisation totale) les prix mayens des carburants ont augmenté de 9,1%, selon une note du Haut-commissariat au Plan. Afriquia SMDC (Société marocaine de distribution de carburants), détenue par l'actuel chef de gouvernement, compte à son actif plus de 500 stations-service opérationnelles, soit 20% de la totalité des stations dont dispose le royaume. Cette filiale d'Akwa Group est considérée comme la première capacité de stockage des carburants au Maroc, selon le site officiel du groupe.

NUCLEAIRE IRANIEN :

La levée des sanctions est la « priorité » de Téhéran

La levée des sanctions américaines est la priorité de l'Iran, a indiqué lundi son ministre des Affaires étrangères, à quelques heures de la reprise à Vienne du 8e cycle des négociations sur le nucléaire iranien. Les délégations s'étaient séparées temporairement la semaine dernière après plusieurs jours de discussions «dures et intenses» selon Téhéran, en faisant état de quelques avancées sur le plan technique.

Aujourd'hui, un nouveau cycle de pourparlers s'ouvre.

La question des garanties et de la vérification de la levée des sanctions américaines si Washington réintégrait l'accord «sont à l'ordre du jour», a déclaré le ministre iranien



des Affaires étrangères, cité par l'agence de presse iranienne IRNA. «La chose la plus importante pour

nous est d'atteindre un point où nous pouvons vérifier que le pétrole iranien sera vendu facilement et sans

aucune limite, que l'argent de ce pétrole sera transféré en devises étrangères sur des comptes bancaires iraniens, et que nous pourrions bénéficier de tous les revenus des différents secteurs économiques», a ajouté Hossein Amir-Abdollahian. Les délégations de l'Iran et des pays encore membres de l'accord de 2015 (Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne), doivent se retrouver plus tard dans la journée. Les Etats-Unis participent aux négociations de manière indirecte. L'accord avait permis un allègement des sanctions imposées à Téhéran, en échange de restriction sur ses activités nucléaires et de la garantie du caractère pacifique de son programme.

Le président libanais appelle à un dialogue sur la défense

Le président libanais Michel Aoun a appelé lundi à un dialogue national, notamment sur l'établissement d'une stratégie en matière de défense, qu'il incombera, selon lui, à l'Etat de mettre en oeuvre. Michel Aoun a ajouté qu'il souhaitait entretenir de bonnes relations avec les Etats arabes du Golfe, alors que les

relations entre Beyrouth et Ryad se sont tendues au fil des années du fait de la place grandissante du Hezbollah au Liban. Des tensions entre Michel Aoun et le Hezbollah sont apparues dernièrement, laissant entrevoir la possibilité de changements avant les élections législatives de mai, au cours des-

quelles les adversaires du Hezbollah espèrent renverser la majorité remportée par le groupe et ses alliés en 2018. Michel Aoun a appelé au dialogue sur un plan de redressement financier, la décentralisation administrative et financière et la mise en place d'une stratégie de défense, mettant en garde contre un

"effondrement" de l'Etat. "Il est vrai que la défense de la nation nécessite une coopération entre l'armée, le peuple et la résistance, mais c'est l'Etat qui a la plus grande part de responsabilité. Seul l'Etat met en place une stratégie de défense et veille à sa mise en oeuvre" a déclaré le président libanais.

DIPLOMATIE : Washington et Londres appellent les Somaliens à désamorcer les tensions à Mogadiscio

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont appelé lundi les dirigeants somaliens à désamorcer les tensions dans la capitale, Mogadiscio, après l'escalade du conflit entre les deux dirigeants de ce pays de la Corne de l'Afrique. Le président somalien Mohamed Abdullahi Farmajo a décidé de suspendre le Premier ministre, Mohamed Hussein Robley, et le commandant de la marine, Abdel Hamid Mohamed Dreyer, «suite à des allégations de corruption». «Nous exhortons vivement les dirigeants somaliens à prendre des mesures immédiates pour désamorcer les tensions dans la capitale, s'abstenir de toute action provocatrice et éviter la violence», a déclaré l'ambassade américaine à Mogadiscio dans un tweet. A son tour, l'ambassadrice britannique à Mogadiscio, Kate Foster, a écrit sur Twitter : «Nous exhortons les dirigeants somaliens à prendre des mesures immédiates pour désamorcer les tensions dans la capitale», ajoutant que la violence était inacceptable.

OTAN

Le secrétaire général demande une réunion avec la Russie le 12 janvier

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg a décidé de réunir le 12 janvier le Conseil Otan-Russie et est «en contact» à ce propos avec Moscou, a indiqué dimanche un responsable de l'Alliance atlantique à Bruxelles. Ces derniers mois, M. Stoltenberg a plusieurs fois offert à Moscou de reprendre le dialogue au sein de cette instance de coopération créée en 2002, actuellement mise en veilleuse en raison du conflit en Ukraine. Mais les autorités russes n'ont pas répondu favorablement. Pour cette réunion convoquée le 12 janvier, «nous sommes en contact avec la Russie», a simplement indiqué ce responsable de l'Otan sous couvert de l'anonymat.

Accusations mutuelles

L'Alliance atlantique n'a cessé depuis sept ans de dénoncer l'annexion par la Russie de la péninsule ukrainienne de Crimée, en mars 2014, et d'exiger le respect de la souveraineté territoriale de l'Ukraine. La Russie et le camp occidental s'accusent mutuellement de provocations en renforçant les capacités militaires à leurs frontières communes. À la mi-décembre, la Russie a présenté deux traités, l'un destiné aux Etats-Unis, l'autre à l'Otan, résumant ses exigences pour une désescalade. Ces textes interdisent l'élargissement de l'Otan, à l'Ukraine en particulier, et limitent la coopération militaire occidentale en Europe de l'Est et en ex-URSS, sans imposer de mesures similaires à la Russie. La réunion du 12 janvier est la première proposée par Jens Stoltenberg depuis l'annonce des exigences russes. Ce jour-là est également prévue une réunion du Comité militaire de l'Otan, rassemblant les chefs d'état-major de la Défense des 30 pays membres. Jeudi dernier, Jens Stoltenberg a réaffirmé son soutien à l'Ukraine et sa détermination à protéger tous les alliés de l'Otan contre les agissements de la Russie, tout en se disant toujours ouvert au dialogue avec le pays dirigé par Vladimir Poutine.

Les Assemblées parlementaires internationales appelées à intervenir contre les crimes de l'occupation israélienne

Le Conseil national palestinien (CNP) a demandé, lundi, aux assemblées parlementaires régionales et internationales d'exercer une pression sur les gouvernements de leurs pays afin de prendre des mesures urgentes pour arrêter les crimes de l'occupation israélienne et des organisations des colons contre les Palestiniens.

Dans une lettre adressée aux chefs des fédérations et assemblées parlementaires régionales et internationales, et aux chefs de parlements spécifiques à travers le monde, le chef du CNP, Saleem Al-Zaanoun a déclaré que "le gouvernement israélien de l'occupation autorise la violence et le terrorisme des colons en leur fournissant la protection et le soutien financier, politique et logistique". "La vie du Palestinien est profanée par ces organisations coloniales et par l'armée israélienne qui leur assure la protection, la formation et l'armement pour commettre leurs crimes contre des civils palestiniens sans défense dans de nombreuses villes et villages d'El Qods, de Naplouse, de Ramallah, d'El Khalil, de Jénine, de Qalqilya et dans la vallée du Jourdain", a-t-il dénoncé.



L'armée sahraouie mène des attaques contre l'armée marocaine dans les secteurs de Mahbès et d'Ousserd

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APS) ont concentré leurs attaques sur les retranchements des forces de l'occupation marocaine dans les deux secteurs de Mahbès et d'Ousserd, selon le communiqué militaire n° 410 rendu public, lundi, par le ministère sahraoui de la Défense. Le

communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS) a indiqué que "des détachements avancés de l'APLS ont intensifié leurs bombardements sur les retranchements des forces de l'occupation dans les deux régions d'Astila Ould Boukrine et de Kelb Ennes dans le secteur d'Ousserd,

tandis que "d'autres détachements ont ciblé les forces de l'occupation marocaine dans la région d'Akouira Ould Ablal dans le secteur de Mahbès". Selon la même source, "d'autres détachements de l'APLS ont ciblé, dimanche, avec leurs bombardements, les retranchements des soldats de l'occupa-

tion dans les deux régions d'Oudi Edhamrane, et d'Oudi Oum Rakba dans le secteur de Mahbès". Les attaques de l'APLS se poursuivent contre les forces de l'occupation marocaine qui subissent des pertes humaines et matérielles considérables le long du mur de la honte, ajoute le communiqué.

MAROC : Une association met en garde contre la corruption et l'impunité

L'Association marocaine de protection des biens publics a mis en garde contre la poursuite de la corruption, du pillage de l'argent public et des pots-de-vin et ses répercussions sur l'économie et la situation sociale des citoyens, dans un contexte marqué par la persistance de l'impunité. Dans un communiqué relayé par les médias locaux, l'instance marocaine s'est étonnée "du retrait, du Parlement, du projet d'amendement du code pénal dont les dispositions prévoyaient l'incrimination de l'enrichissement illicite sous prétexte de re-

voir le texte de loi dans son intégralité", exprimant son inquiétude de voir ce projet d'amendement "vidé de toute substance". L'Association marocaine de protection des biens publics a appelé au "renforcement du système judiciaire en lien avec la lutte contre la corruption et les pots-de-vin, le retour au Parlement dudit projet d'amendement du code pénal et l'incrimination de l'enrichissement illicite en la dotant de peines privatives de liberté avec confiscation de tous les biens en relation". Elle a, en outre, appelé à "réexaminer la loi

sur la déclaration de patrimoine en termes d'élargissement de son champ d'application et de ses dispositions pour en faire un levier de lutte contre l'enrichissement illicite". L'association a également tenu le pouvoir judiciaire pour responsable dans "la lutte contre les pilliers de l'argent public" et l'a appelé à "engager des poursuites contre les suspects dans des affaires de crimes financiers (...)", assurant que "la lutte contre la corruption et le pillage des deniers publics et richesses nationales est une affaire de toutes les forces nationales démocratiques".

Le 9 décembre, Transparency Maroc avait déjà tiré la sonnette d'alarme face au retrait du projet d'amendement du code pénal qui introduisait l'incrimination de l'enrichissement illicite. L'antenne marocaine de l'ONG internationale dédiée à la lutte contre la corruption, avait indiqué dans un communiqué que les déclarations du ministre marocain de la Justice, Abdellatif Ouahbi, sur la radio nationale, confirment la perspective "d'un gouvernement souhaitant écarter cette infraction de futurs aménagements du code (...)". "Transparency Maroc réaffirme sa position quant à l'incrimination de l'enrichissement illicite, consacrée par la Convention des Nations unies contre la corruption, et considère que cette incrimination est une nécessité au vu du niveau alarmant de la corruption dans notre pays", avait écrit l'ONG. "L'association note avec regret l'initiative du gouvernement qui vient couronner le gel qu'a connu le projet de loi depuis son introduction au Parlement en 2015. Par cet acte, il envoie un message, au pire d'encouragement, au mieux d'indifférence par rapport à la problématique de la corruption et de la dilapidation des deniers publics", avait également indiqué Transparency Maroc dans son communiqué.

REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUI : S'armer d'un haut sens de responsabilité pour relever les défis

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a appelé à s'armer d'un haut sens de responsabilité en vue de faire face à tous les défis imposés par le statu quo et s'adapter aux derniers développements politico-militaires. M. Ghali qui a effectué une visite dans les camps des réfugiés à Smara, a insisté sur l'importance de faire preuve de responsabilité et de détermination pour contribuer, efficacement, aux efforts devant faire face aux défis de cette étape". Accompagné du Premier ministre Bouchraya Hammoudi Bayoun et du responsable du secrétariat politique du front Polisario, Khatri ddouh, le président de la République a appelé à s'adapter aux développements politico-militaires en "faisant preuve de responsabilité au service des objectifs nationaux". Lors d'une rencontre avec le wali de Smara, Mme. Mariem Salek Hmada, l'accent a été mis sur la situation générale dans cette wilaya y compris les aspects sécuritaire, social et politique. Aussi, le Président Ghali a écouté quelques préoccupations soulevées dans la wilaya de Smara où il a donné des instructions aux autorités de prendre en charge les préoccupations des citoyens.

MAROC : Les jeunes démocrates dénoncent la répression des manifestations pacifiques



Le Mouvement de la jeunesse démocratique progressiste a dénoncé, lundi, la répression menée par le régime du Makhzen marocain contre les manifestants pacifiques, annonçant son intention de s'engager dans toutes les formes de lutte légales pour défendre la liberté d'expression et le droit de manifester. Le Bureau national du mouvement précise dans un communiqué que ses membres n'ont pas été épargnés par cette répression. Un membre du Comité central a été d'ailleurs entendu par la police judiciaire au sujet de son discours à l'issue d'une action de protestation et au sujet d'un contenu publié en 2019. Dans le même communiqué, le mouvement exprime sa solidarité avec les chômeurs, étudiants et élèves dans leurs actions contre les décisions du ministre de l'Education et leur lutte légitime pour le droit de chacun à un emploi sans conditions discriminatoires, soulignant que "l'approche répressive dans le traitement des problèmes du peuple marocain, en particulier ceux de la jeunesse, ne fera qu'exacerber la situation". Le mouvement d'opposition marocain affirme œuvrer pour la libération de l'exercice politique de l'emprise des concepts traditionnels, pour ouvrir la voie à des concepts innovants qui tournent autour des valeurs des droits de l'homme et pour assurer l'exercice des libertés publiques et l'instauration de la justice sociale, loin de l'hégémonie du Makhzen. La décision du ministre de l'Education, Chakib Benmoussa, de fixer un âge maximum de 30 ans pour prétendre à un emploi dans l'enseignement a suscité de nombreuses protestations estudiantines et populaires, appelant le ministère de tutelle à se rétracter.

BURKINA FASO : Deuil national de deux jours après une attaque mortelle

Selon plusieurs médias, une embuscade de djihadistes présumés a visé jeudi un convoi de commerçants escorté par des «Volontaires de défense pour la patrie». Le bilan fait état de 41 morts. Le président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré a décrété dimanche un deuil national de 48 heures après une attaque de djihadistes présumés dans le nord du pays qui a fait 41 morts jeudi, des civils et des supplétifs de l'armée. « La mission de ratissage sur la zone d'embuscade de groupes armés terroristes contre une colonne de Volontaire de défenses pour la patrie (VDP) et de civils le jeudi 23 décembre (...) a

été établi un bilan de 41 corps », explique un communiqué du porte-parole du gouvernement Alkassoum Maïga, publié samedi soir. « Le Président du Faso décrète un deuil national de 48 heures », ajoute le texte. Dans sa lutte contre les groupes djihadistes, l'armée burkinabée, faible et mal équipée, s'appuie sur ces « VDP », supplétifs civils formés en deux semaines, et qui paient un lourd tribut à la lutte antidjihadiste. Parmi les victimes, figure Ladjji Yoro, considéré comme un leader des VDP, précise le communiqué. Le président burkinabé avait rendu hommage vendredi à Ladjji Yoro. « Cet intrépide

Volontaire pour la Défense de la Patrie doit être le modèle de notre engagement déterminé à combattre l'ennemi », avait tweeté le chef de l'Etat. Aucun bilan sur l'attaque n'avait alors été fourni par l'exécutif. « L'identification des victimes est toujours en cours », indique le communiqué du gouvernement qui « condamne avec fermeté cette barbarie ». Selon plusieurs médias burkinabés, une embuscade de djihadistes présumés a visé jeudi un convoi de commerçants escorté par des VDP, à une vingtaine de km de Ouahigouya, dans le nord du pays. Cette attaque est la plus meurtrière depuis celle d'Inata.

BELLE :

Le nouveau sommet du génie Mamoru Hosoda

Le réalisateur des Enfants Loups s'empare de La Belle et la Bête de Disney pour en faire un grand trip pop. Le résultat ? Visionnaire, parfait. Pardon pour le cliché, mais on sait bien qu'il est très difficile de redescendre après un sommet.

Dans le cas de Mamoru Hosoda, il s'agissait de savoir quoi faire après Summer Wars en 2009. Pardon pour le deuxième cliché, mais on a souvent entendu certains artistes japonais dire en interview que la clef est de savoir garder son caractère de débutant : faire chaque œuvre comme si l'on était en face de la première, et que celle-ci soit à la fois commencement et accomplissement. Belle est un (re)commencement pour Hosoda, et un nouvel accomplissement : la somme de ses efforts post-Summer Wars, qui reprend la structure de base de son chef-d'œuvre pour en faire un upgrade. Quand Hosoda partait dans le territoire du conte qui n'oublie pas le réel (Les Enfants loup, Ame & Yuki), dans le récit initiatique de fantasy (Le Garçon et la Bête) et dans l'ambitieuse chronique familiale à la Pixar (Mirai, ma petite sœur), au fond, c'est comme s'il était à la recherche de Belle : en quête d'un upgrade, à la fois de Summer Wars et d'un de ses films cultes, La Belle et la Bête de Disney (celui de 1991, et pas le remake en live action de 2017). Belle se déroule au présent, ou dans un

futur très proche, en tous cas dans un monde où presque toute l'humanité se branche au réseau social ultime nommé U, immense terrain de jeu qui permet de tout accomplir via un avatar. Suzu, une ado timide vivant avec son père dans un bled de campagne, se réinvente dans U en tant que Belle, une chanteuse pop qui y devient la plus grosse star de tous les temps. Elle va croiser dans U une mystérieuse Bête, traquée par les forces de sécurité du réseau, tout en essayant de dealer avec les problèmes de la vie de tous les jours. Il y aura des tubes pop, des visions de châteaux brisés et de roses fanées, des bastons de superhéros virtuels, et une galerie de personnages « réels » croqués avec un génie et un humour affolants. Ce mélange de vérité sociologique, de mélo familial chialant, de visions mélangeant cyberpunk et fantasy est du Hosoda pur jus -ce qu'essayait d'accomplir Mirai, au fond sa précédente tentative de film-somme, avec son point de bascule entre le réel et un univers virtuel. Comme Neal Stephenson avec le Métavers de son roman de SF fondateur Le Samouraï virtuel, Hosoda



montre que la séparation entre les deux est vaine, que tout fait partie de la grande somme de l'expérience humaine. Rien de trop théorique là-dedans : c'est en fait le principe même du cinéma d'animation de pouvoir mettre toutes les choses sur le même niveau de réalité. Belle a beau être nous plonger dans un univers virtuel affolant, il ne perd jamais de vue le réel, en faisant en fin de compte (on ne spoilerait rien) de la Bête le masque d'un drame familial très dur. Des visions, du cinéma, du réel, du vrai : Belle est un film-univers, une

somme. Si Hosoda fait somme de son cinéma, il agit également de même avec celui des autres : le Disney du « deuxième âge d'or » (celui du tournant des années 90), le Satoshi Kon de Paprika pour ses visions carnavalesques, le Kōji Morimoto de Magnetic Rose pour sa beauté vertigineuse au bord de la nostalgie... Justement, en parlant de nostalgie, le U de Belle, actuel et vivant, s'oppose à l'Oasis de Ready Player One, matrice cyber qui empilait les jouets de la pop culture dans une vitrine virtuelle vintage et rétro. C'est peut-être l'idée de Belle :

que la nostalgie n'est pas irrémédiable, que les fantômes des parents n'ont pas à nous hanter à jamais, et que l'on peut bâtir des mondes artificiels qui ne soient pas assujettis au passé -et donc aux totems geeks des la génération précédente. Alors que Disney, à de rares exceptions près (Encanto, complètement hors clous), se contente de la prudence, de créer ses films comme à partir de codes, de commandes et d'algorithmes balisés, Belle représente l'aventure : le film ne se contente pas juste d'être totalement beau et absolument divertissant, mais de nous montrer la possibilité d'un tout nouvel univers. En 1991, la sublime scène de bal de La Belle et la Bête de Disney animée par ordinateur nous emmenait elle aussi dans un tout nouveau monde, immense et entier (ce que chantera Aladdin ensuite : « A Whole Wide World »). Trente ans plus tard, Belle nous montre une véritable utopie, un futur désirable où tout peut encore être accompli, où nous pouvons encore tous et toutes être des débutants. Du point de vue du cinéma, comme du moral, c'est carrément une bonne nouvelle, non ?

ARY ABITTAN MIS EN EXAMEN :

Quel avenir pour ses projets sur scène et au cinéma ?

L'humoriste et comédien Ary Abittan a été mis en examen pour viol après la plainte d'une jeune femme avec laquelle il entretenait une relation intime. Depuis, il se fait discret alors qu'il a pourtant plusieurs projets sur le feu. Le journal "Le Figaro" en dit plus... Ary Abittan a été mis en examen pour viol le 2 novembre 2021, suite à la plainte d'une jeune femme qui l'accuse d'avoir commis contre elle un acte sexuel dégradant - après un premier rapport consenti -, dans la nuit du 30 au 31 octobre, au domicile parisien de l'artiste. Depuis, il garde le silence et évite la moindre apparition publique. Mais combien de temps pourra-t-il tenir comme ça ? Il a plusieurs projets qui doivent inévitablement le mettre sous les projecteurs. Côté cinéma, Ary Abittan est attendu dans Qu'est-ce qu'on a tous

fait au Bon Dieu ?, troisième volet des aventures comiques de la famille Verneuil. Un long-métrage qui devrait finalement bel et bien sortir dans les salles obscures comme prévu. "Contacté par le Figaro, UGC confirme que le film sortira comme prévu le 2 février 2022 dans les salles, contrairement à des informations sorties dans la presse la semaine dernière", précise le journal. Le comédien âgé de 47 ans y incarne le personnage de David Benichou au côté d'Alice David (alias Odile Verneuil-Benichou). Avant cela, il doit aussi être à l'affiche du film L'amour c'est mieux que la vie, signé Claude Lelouch, et attendu en janvier. Mais le quotidien n'apporte pas de précision pour ce projet. Côté scène, Ary Abittan devait repartir sur les routes de France avec un nouveau spectacle intitulé Pour de

vrai et, pour l'heure, ce come back sur les planches s'annonce plus délicat. "Les trois premières dates ont été annulées", relate Le Figaro. Sa représentation prévue le 18 décembre à Nogent-sur-Marne est décalée au 12 février mais la salle du Pavillon Baltard affirme que cette décision avait été prise avant qu'éclate l'affaire. Quant à sa représentation début janvier à Tinquieux, elle est repoussée au 10 juin 2022. Enfin, sa date prévue le 15 janvier à Margny-lès-Compiègne est elle reportée au 27 février 2022. Dans son édition du 5 novembre, Closer précisait déjà de son côté que deux dates de rodage - les 3 et 4 novembre à Troyes - avaient été annulées. Elles tombaient pile après sa garde à vue et sa mise en examen, ce qui explique logiquement que l'humoriste n'avait pas le cœur à rire...

LA FLAMME :

La série de Jonathan Cohen change de nom pour sa saison 2



"On dit un île ou une île ? En tout cas on dit Le Flambeau." Après avoir entamé son tournage en septembre dernier, la saison 2 de La Flamme, la série créée par Jonathan Cohen et Jérémie Galan, se dévoile dans un premier cliché de Marc en aventurier déterminé, mais toujours tiré à quatre épingles. Cette photo, partagée par Canal+, qui produit et diffuse la série, présente La Flamme saison 2 comme mouvementée, et arbore un (potentiel) nouveau nom : Le Flambeau (jusqu'ici elle s'intitulait Les Aventuriers de Chupacabra). Son pitch : Marc et 15 autres candidats vont devoir

s'affronter et survivre sur une île déserte. Épreuves physiques, manipulations mentales et trahisons émotionnelles seront les ingrédients de ce cocktail tropical. Avec toujours Cohen et Galan aux commandes, cette suite regroupe à son casting des têtes connues du programme, comme Géraldine Nakache, Adèle Exarchopoulos, Leïla Bekhti, Ana Girardot, Ramzy Bedia, Camille Chamoux, Pierre Niney, mais aussi de nouveaux acteurs dont Natacha Lindinger, Jonathan Lambert, Kad Merad, Mister V, Laura Felpin, Thomas Scimecca, Jérôme Commandeur, Gérard Darmon et Sébastien Chassagne.

LA CHRONIQUE DE BRIDGERTON :

Netflix dévoile un teaser et une date pour le retour de la série



La suite sera centrée sur Anthony Bridgerton, le frère aîné de Daphné. Joyeux anniversaire ! Pour fêter les un an de la diffusion de sa première saison, la série La Chronique de Bridgerton a tenu à offrir un cadeau à ses

fans, avec un teaser sous forme de chronique, comme le veut la tradition. Et dans ce nouveau teaser, une nouvelle importante : la date de sortie de la saison 2. Que les amateurs de contenu historique et de romance se

préparent, La Chronique des Bridgerton, créée par Shonda Rhimes, reviendra le 25 mars 2022. Devenue l'un des programmes les plus visionnés de la plateforme au moment de sa sortie, La Chronique des Bridgerton se concentrait pour sa première partie sur la relation amoureuse de Daphne Bridgerton (Phoebe Dynevor) et du Duc Simon de Hastings (Regé-Jean Paige). Pour sa suite, Simon sera complètement absent du programme après son départ de la série, et c'est Anthony Bridgerton (Jonathan Bailey), l'aîné de la famille, qui sera le nouveau protagoniste principal. Pour lui faire face, La Chronique ajoute un nouveau personnage à son intrigue : la farouche Kate Sharma, interprétée par Simone Ashley (Sex Education), et décrite comme "intelligente, têtue, qui ne se laisse impressionner par aucun homme, Anthony Bridgerton y compris". Elle fera la rencontre d'Anthony alors que celui-ci cherche désespérément à retrouver sa chanteuse d'opéra.

THE BATMAN :

Robert et Pattinson et Zoë Kravitz font équipe dans le nouveau trailer

Deux mois après la bande-annonce dévoilée lors du DC Fandom, Warner Bros. intensifie la promo de The Batman, avec un nouveau trailer plein d'images inédites qui donne la part belle à Catwoman. Et cette fois, le Chevalier Noir va devoir faire équipe avec Selina Kyle (incarnée par Zoë Kravitz) dans sa lutte contre les forces obscures de Gotham City. Une relation de "travail

qui pourrait bien virer à la romance... Il faudra bien ça pour affronter le Pingouin (Colin Farrell), et surtout le Riddler (Paul Dano), qui veut "démasquer la vérité" et triture le cerveau de Batman en laissant des énigmes sur ses lieux de crime. Mais Bruce Wayne devra aussi éclaircir un autre mystère, puisque Alfred (Andy Serkis) lui cache visiblement un terrible secret...

2021:

La pandémie continue d'impacter le 4e Art

L'année 2021 aura été marquée par une activité théâtrale timide, limitée à quelques événements, en raison des restrictions imposées par la pandémie de coronavirus qui ont impacté les manifestations publiques relatives au 4e Art ainsi que la dynamique de production théâtrale.

En dépit de la réouverture des espaces culturels, comme les théâtres et les salles de cinéma, en janvier, après une année de fermeture, le théâtre a accusé le coup des restrictions de déplacements et de regroupements en début de l'année 2021, et d'une autre fermeture des espaces publics culturels en été. En témoigne le nombre "en baisse" des productions par les établissements de théâtre du pays, soumis à l'impératif de réduire de moitié leur capacité d'accueil. Malgré la programmation de quelques manifestations à travers l'Algérie, le public qui a retrouvé le chemin des salles de spectacle, en mars, n'a eu droit qu'à une petite sélection de nouvelles productions inscrites au titre de l'année 2021. Djamel Guermi, directeur artistique au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), admet effectivement, que le mouvement théâtral à travers le monde, a subi les répercussions des restrictions liées au Covid-19. La pandémie a imposé au TNA de s'orienter vers des activités virtuelles pour, dit-il à l'APS, maintenir une vie culturelle en format virtuel, en diffusant des pièces



produites antérieurement comme "Torchaka" (Allumette) de Ahmed Rezzak ou "GPS" et "El Haicha" de Mohamed Charchal et des classiques du théâtre algérien. Cependant le TNA a proposé cette année "Ramada 19", mise en scène par Chawki Bouzid et adaptée par Abderrazak Boukeba d'après le roman "Layliyat

ramada" de l'écrivain Waciny Laaredj, "Chariè el mounafiqine" (La rue des hypocrites), comédie noire écrite et mise en scène par Ahmed Rezzak, en plus d'un spectacle pour enfants intitulé "Les ailes de Namoula", sur un texte de Youcef Baâloudj. D'autres pièces ont également été finalisées et présentées au public

au titre de l'année 2020 et 2021 à l'instar "A'oudat Chachnak" (Le retour de Chachnak) et "Cadavre" produites par le Théâtre régional de Constantine, "El Bir", (Le puits) de l'association "Oudjoh El masrah" de Blida, "Ennaïm Fi el Djahim", de l'association "El Besma" de Skikda, ou encore "Loading" destinée au jeune public et présentée au Théâtre régional de Mostaganem.

Des festivals dans la mesure du possible

Loin d'atteindre un réel retour à la normal, l'année 2021 aura vu l'organisation de quelques événements liés au 4e Art, d'abord au printemps avec la tenue au mois de mars du 14e Festival national du Théâtre professionnel, qui aura permis aux amateurs de reprendre le chemin de la bâtisse Mahieddine-Bachtarzi et celle du 9e Printemps théâtral de Constantine, véritable bol d'air pour la ville du vieux rocher. La ville d'El Bayadh avait, quant à elle, accueilli fin mars, les Journées nationales du théâtre engagé, avec la participation de spectacle issus de toute l'Algérie, alors que Saïda a abrité les Journées nationales du théâtre pour enfants et de

marionnettes. Les lumières de la scène s'étaient de nouveau éteintes en été, obligeant les théâtres à suspendre également les répétitions avant que ces établissements rouvrent en septembre. Pour cette fin d'année de nombreux événements se sont enchaînés, avec la tenue des 13èmes Journées nationales du théâtre de la Mekerra, accueillies par le Théâtre de Sidi Bel Abbes en novembre et les premières Journées nationales du théâtre des jeunes de Boumerdes, entre autres. Cette fin d'année se sont également ouvertes les planches du sud qui accueillent d'importantes manifestations théâtrales, à savoir les 10e Journées du théâtre du Sud, abritées pour la première fois par le Théâtre régional de Djelfa, avec au programme 7 pièces de théâtre, des conférences et des ateliers de formation, et les 6e Journées africaines du monodrame dans la ville de Laghouat. La première édition des Journées théâtrales de la Casbah, prévues initialement du 22 au 30 décembre, ont été reportées au mois de février prochain, annonce le TNA, organisateur de cette manifestation.

"Fatima, la fille du fleuve", une BD dédiée aux victimes des massacres du 17 octobre 61

Le bédéiste Benyoucef Abbas-Kebir présente, lors de sa participation au 13e Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda), un nouvel album intitulé "Fatima, la fille du fleuve" dédié à la mémoire des milliers de victimes des massacres du 17 octobre 1961 à Paris. Paru aux éditions "Dalimen", cet album restitue l'histoire de la petite Fatima Beddar, le plus jeune martyr de ces massacres, victime de la barbarie coloniale, assassinée par la police française, après avoir pris part à une manifestation pacifique contre un couvre-feu injuste et dont le corps a été jeté à la Seine par les hommes de Maurice Papon. Les premières planches de cet album de 31 pages relatent l'arrivée de Fatima et de sa famille à Paris où ils se sont installés dans une banlieue avant que

la petite fille ne rencontre son amie Anie avec qui elle est scolarisée. Le hasard voudra que Fatima soit dans la classe du père de son amie ce qui donne une amitié des plus solides entre les deux fillettes malgré les différences culturelles, jusqu'au déclenchement des manifestations du 17 octobre 1961 que le père de Fatima a participé à préparer en sa qualité de militant de la fédération de France du Front de libération nationale. Fatima qui souhaite participer à la manifestation se voit interdite de le faire par sa mère qui juge qu'elle est trop jeune et qu'elle doit se concentrer sur ses études, mais la fille réussit à sortir de la maison familiale en cachette pour rejoindre les milliers de manifestants qui seront très violemment réprimés par la police française et jetés dans la Seine.

Inspiré d'une histoire vraie, "Fatima, la fille du fleuve" porte également une part de fiction afin d'éloigner l'œuvre du travail historique et de se rapprocher de la BD et du travail artistique. L'album comporte également des planches poignantes montrant la petite Fatima se noyer dans les eaux froides de la Seine, ou des manifestants subir une violence policière atroce, en plus de la célèbre phrase inscrite sur les quais "Ici on noie les Algériens" et des célébrations du recouvrement de l'indépendance. Benyoucef Abbas-Kebir qui a également annexé à son ouvrage une liste de plus de 300 noms de victimes de cette répression, a indiqué que cet album a été réalisé pour les 60e commémorations des massacres du 17 octobre 1961 et qu'il fait suite à son ouvrage "17 octobre

1961, 17 bulles" publié en 2011. Il explique par ailleurs, avoir entamé ce travail pour les commémorations en étant conscient de l'importance de ce triste événement qui donne une idée réelle de "l'extension de la guerre de libération nationale sur les terres du colonisateur". Il a indiqué que le but de cette publication est de faire connaître aux plus jeunes ces événements historiques importants et mettre en avant la participation des plus jeunes dans l'effort de libération, rappelant son ouvrage paru en 2018 "P'tit Omar, la révolution dans le cartable", dédié au parcours de ce jeune héros de la bataille d'Alger, Omar Yacef, mort aux côtés de Hassiba Ben Bouali, Ali la Pointe et Hamid Bouhamidi. La 13e édition du Fibda prendra fin dimanche soir.

LIBRAIRIE DU TIERS MONDE : Tawfiq Belfadel signe Migrants sans noms

Migrants sans nom, tel est le dernier ouvrage littéraire de Tawfiq Belfadel qui était, dans l'après-midi d'hier, l'invité de la librairie du Tiers-Monde pour une séance de vente-dédicace. Paru en début d'année, aux éditions Casbah, le récit de fiction (70 pages), Migrants sans noms fait la radioscopie de certains maux de la société. Un recueil de témoignages poignants de huit personnages embarqués dans un long voyage, du Sud vers le Nord, déterminés à fuir une réalité misérable et en quête d'une vie meilleure. «Les personnages du

récit n'ont pas de nom, car ce n'est pas le voyage qui compte mais beaucoup plus l'humanité des migrants», précise Tawfiq Belfadel. Dans une déclaration à El Moudjahid, l'auteur affirme, bien que «les personnages aient des profils différents, l'idée est celle de défendre l'humanité». «Généralement, ajoute-t-il, lorsqu'on parle de la question migratoire, on avance des chiffres, on parle du fléau mais on ne cite jamais des noms. Les migrants, on ne leur donne pas la parole et on ne cherche pas la vraie cause de cette fuite», a-t-il expliqué.

SALON DES ARTS PLASTIQUES : Ahmed Zerkaoui remporte le 1er Prix



Le jeune artiste Ahmed Zerkaoui, de la wilaya de Mascara, a remporté le Premier Prix de la 13ème édition du Salon national des arts plastiques «Abdelhalim Hemch», qui a pris fin jeudi à Tlemcen. La seconde et troisième place de ce concours sont revenues à Kholhal Walid de Tlemcen et Châambi Djihad de Khenchela. Parallèlement à l'exposition à laquelle ont pris part plus d'une soixantaine d'artistes peintres venus d'une vingtaine de wilayas du pays, les responsables de cette manifestation ont organisé un concours autour du thème «l'art et la vie», auquel ont participé

une trentaine de jeunes artistes dont la majorité issue des différentes écoles des beaux-arts. Cette manifestation artistique qui a regroupé plusieurs artistes de renom a permis aux jeunes artistes de rencontrer leurs aînés et perfectionner leurs connaissances à l'occasion d'ateliers animés tout au long du salon par des enseignants des écoles des beaux-arts. La cérémonie de remise des Prix s'est déroulée en cette fin d'après-midi à la Maison de la culture de Tlemcen, suivie d'une soirée musicale en l'honneur de tous les participants et animée par le chanteur Karim Boughazi.

FESTIVAL DE THEATRE POUR ENFANTS : 16 pièces théâtrales au rendez vous

Seize (16) pièces théâtrales participent à la 17ème édition du festival national de théâtre pour enfants, ouverte lundi, à la maison de la culture Malek Haddad de Constantine, à l'initiative de la direction de la jeunesse et des sports (DJS), a-t-on appris auprès des services locaux de ce secteur. Cette manifestation artistique organisée à l'occasion des vacances scolaires d'hiver a été marquée dès son inauguration par une ambiance festive créée par les enfants, en présence des cadres et des représentants de diverses structures relevant de la jeunesse et des sports, a précisé à l'APS le directeur local du secteur, Saïd Heguas. Le coup d'envoi de cette manifestation artistique qui se poursuivra jusqu'au 30 décembre prochain, a été marqué par la présentation de la pièce "Kharbacha", produite par l'association "Afak El Djazair Ethakafiya" de la wilaya de Laghouat, a-t-il dit. M. Heguas a déclaré dans ce même

contexte que le but essentiel de l'organisation de cet événement est de créer un espace d'échange des connaissances et des expériences entre des associations et des coopératives théâtrales présentes et de relancer les activités destinées aux jeunes et aux enfants, après un arrêt de près de trois (3) ans, dû à la propagation de la pandémie de Covid-19. Offrir aux enfants la possibilité de faire découvrir des jeunes talents comédiens figure parmi les autres objectifs recherchés à travers l'organisation de ce festival à caractère national, a ajouté le même responsable. Les spectacles programmés pour cette édition, ont été sélectionnés à l'issue des éliminatoires régionales tenues le début du mois de décembre en cours, a fait savoir, le même responsable. Il a cité dans ce contexte les pièces de "Mamlakat El Alhane" de l'association "Esitar Edahabi" de la wilaya de Mostaganem, "Edib El Meghrou" de

l'association El Ousal de théâtre pour enfants de la wilaya de Naâma, et "Esoundouk" de l'association "Ashbah El Khachaba" d'Ain Defla qui figurent parmi les représentations théâtrales qui sont au programme. Les pièces qui seront présentées à raison de cinq (5) par jour, ont encore affirmé les organisateurs, traiteront surtout du quotidien et des difficultés rencontrées par la jeunesse, soulignant qu'un concours du meilleur œuvre théâtrale, écrivain de texte et de scénario et comédien, présidé par un jury, est prévu à la fin du programme de cette manifestation. Il est à signaler que des troupes et des associations théâtrales venues de plusieurs wilayas du pays à l'instar de Batna, de Tlemcen, de Biskra, d'Ain Salah, d'Adrar et de Médéa prennent part à cette manifestation qui prévoit d'autre part des visites touristiques dans la wilaya de Constantine au profit des participants.

COUPE ARABE : Chetti, la révélation de la compétition

L'Équipe Nationale A' a remporté hier soir la première Coupe Arabe de son histoire en s'imposant (2-0 / après prolongations) face à la Tunisie. Durant ce tournoi, plusieurs joueurs ont eu l'occasion de montrer toute l'étendue de leurs potentiels aux yeux des téléspectateurs.

C'est le cas d'Ilyes Chetti qui constitue, selon toute vraisemblance, la grande révélation de cette compétition. Retour sur la jeune carrière et les performances récentes du latéral gauche de 26 ans. Si des joueurs confirmés comme Youcef Belaïli et Yacine Brahimi ont éclaboussé les écrans par leur talent durant cette édition de la Coupe Arabe, il y en a d'autres, moins connus du grand public, qui ont su tirer leurs épingles du jeu au cours de cette compétition. Parmi eux, se dresse le latéral gauche de 26 ans, Ilyes Chetti, qui, dans son registre, aura grandement contribué au succès des Verts en terres qatariques.

Une confirmation à l'allure d'une révélation

Ilyes Chetti ne vient pas de nulle part. Sa Coupe Arabe très aboutie faisant de lui la révélation du tournoi est en réalité une confirmation sur le haut niveau de ses qualités qui lui sont déjà connues depuis quelques années. Formé à l'USM Annaba et passé par l'US Chaouia, c'est au cours de ses deux années passées (2017-2019) à la JS Kabylie que le natif de Annaba démontrera toute l'étendue de ses qualités lui permettant rapidement d'être considéré comme étant l'un des tous meilleurs latéraux gauches du championnat algérien. À l'issue de ce passage réussi chez le club kabyle, Ilyes Chetti va taper dans l'œil du champion d'Afrique en titre, l'Espérance de Tunis, qui l'enrôlera durant l'été 2019. En Tunisie, il va rapidement s'imposer au "Tarradji" en tant que titulaire indiscutable et il remportera

deux fois de suite le championnat ainsi que la Super Coupe de la Tunisie. En parallèle, Chetti connaîtra sa première sélection avec l'Équipe Nationale A le 10 octobre 2019 face à la République Démocratique du Congo. Une carrière donc en constante évolution pour l'international algérien... Jusqu'à la demi-finale retour de Ligue des Champions africaine opposant, l'été passé, l'Espérance de Tunis au Ahly SC, et durant laquelle il va commettre une faute dans sa surface de réparation qui sera sanctionnée d'un carton rouge ainsi que d'un pénalty. Chose qui compliquera davantage la mission de ses coéquipiers qui finiront par s'incliner (3-0) chez les Egyptiens. Suite à ce match là, Ilyes Chetti sera étiqueté comme le bouc émissaire de l'équipe par une partie des supporters du Tarradji et cela le suivra jusqu'à la saison actuelle durant laquelle il a perdu sa place de titulaire au sein du club tunisien, lui qui n'a disputé que 95 minutes lors des sept matchs de championnat disputés cette saison par l'Espérance de Tunis. Néanmoins, en réalisant une grande Coupe Arabe comme il vient de le faire, l'ex-joueur de la JS Kabylie a, de par ses performances récentes, fait taire ses détracteurs et confirmé tout le potentiel qu'on lui connaît.

Solidité et propreté défensive

Au cours de cette édition de la Coupe Arabe, Ilyes Chetti aura affiché une grande solidité défensive en négociant de fort belle manière la plupart de ses duels directs avec ses adversaires, tout en faisant preuve d'un bon sens du placement et de



l'anticipation qui lui auront permis de toujours se retrouver au bon endroit pour soulager la défense algérienne. Très rarement pris de vitesse, l'international algérien se sera également montré très propre en défense, lui qui n'aura reçu en tout qu'un seul carton jaune en 6 matchs disputés durant la compétition.

Gros volume de jeu et apport offensif

S'il a affiché un très bon rendement défensif au cours du dernier tournoi, Ilyes Chetti s'est montré également très actif quand il s'agissait de faire monter le bloc des Verts ou de doubler côté gauche pour apporter une solution offensive à son ailier. Tout au long de la compétition, il n'a pas hésité à rentrer régulièrement dans l'axe depuis son côté gauche pour avancer balle au pied et casser les lignes adverses, lui permettant ainsi de créer un surnombre offensif et de déséquilibrer le bloc de l'adver-

saire. Avec son gros volume de jeu, le joueur de l'EST donnait l'impression d'être partout sur le côté gauche algérien, et ce, quelle que soit la durée de la rencontre à laquelle il prenait part. Cela est également synonyme de sa condition physique optimale malgré le peu de temps de jeu qu'il a eu cette saison avec son club. Le meilleur exemple de cela est son énième montée, au bout du temps additionnel, face au Qatar où il servira Yacine Brahimi qui obtiendra par la suite un pénalty.

L'homme de la finale

Même s'il n'a pas été élu homme du match au terme de la rencontre, Ilyes Chetti aura été considéré par beaucoup d'observateurs comme étant l'homme de la finale face à la Tunisie. Il a d'ailleurs obtenu l'excellente note de 9 au sein de notre rédaction, la meilleure parmi les Fennecs, tant il a impressionné par son grand rendement. Pourtant fragilisé par un car-

ton jaune obtenu très tôt dans le match, à la 13ème minute, Chetti ne se laissera pas perturber par cela et réalisera une rencontre de haute volée. En étant sur tous les fronts avec d'innombrables retours défensifs salvateurs, et beaucoup de percées offensives, l'international algérien aura fait preuve d'une très grande activité sur son côté gauche qui se révélera être très précieuse pour son équipe. Encore une fois.

Aux portes de la prochaine CAN ?

S'il a déjà été sélectionné en 2019 par Djamel Belmadi avec les Verts, Ilyes Chetti a par la suite vu des joueurs comme Mohamed Fares, Ayoub Abdellaoui, et Naoufel Khacéf être devant lui dans la hiérarchie des latéraux gauches faisant office de doublures au sein de l'Équipe Nationale à Ramy Bensebaïni qui semble lui être un titulaire en force à ce poste-là. Néanmoins, au vu de la qualité de ses performances durant cette dernière Coupe Arabe, le natif de Annaba pourrait bien accrocher cette fois-ci sa place pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations qui se déroulera du 09 janvier au 06 février 2022, au Cameroun. En outre, il possède également une grande expérience des joutes africaines, lui qui a régulièrement participé avec son club actuel à la Ligue des Champions Africaine. Un autre bon point donc pour Ilyes Chetti qui pourrait clairement peser dans la balance et pousser le sélectionneur national à l'intégrer dans la liste des joueurs algériens retenus pour disputer la prochaine CAN. À suivre.

MERCATO /OM :

« Belaïli, c'est un joueur agréable à voir jouer »



Après avoir brillé avec l'Algérie lors de la dernière Arab Cup, le nom de Youcef Belaïli a été associé avec insistance du côté de l'Olympique de Marseille. Téou Greuzat est allé recueillir les propos de Touhami.B, journaliste de DZ Foot à son sujet. Voici un extrait de son entretien qui sera à retrouver en intégralité dès ce mardi matin. Le nom de Youcef Belaïli est souvent revenu du côté de Marseille ces derniers jours. Après avoir réalisé une brillante Arab Cup avec la sélection algérienne, l'attaquant de 29 ans a résilié son contrat avec le Qatar SC. Aujourd'hui libre de tout contrat, de nombreux supporters aimeraient voir Youcef Belaïli endosser la tunique olympienne. Cependant, s'il a dernièrement été proposé au club phocéen, Foot Mercato avait cependant révélé que Pablo Longoria ne serait pas intéressé par son profil.

ASSE :

Les Verts veulent relancer un international algérien, en quête de rebond

En fin de contrat en juin, Zinedine Ferhat pourrait bien quitter le Nîmes Olympique dès le mercato d'hiver. L'AS Saint-Étienne semble en effet intéressé par le profil de l'ancien Havrais, non retenu pour la CAN avec l'Algérie. Dans un monde idéal, Zinedine Ferhat aurait voulu quitter Nîmes l'été dernier. Performant la saison dernière en Ligue 1 malgré la relégation des Crocos (6 buts, 10 passes décisives), Ferhat pouvait s'imaginer quitter le Gard mais avait finalement été retenu par sa direction, faute d'offre suffisante. À quelques mois de la fin de son contrat, l'AS Saint-Étienne s'est aujourd'hui positionnée pour s'attacher les services de l'Algérien, qui n'a disputé que sept rencontres avec Nîmes depuis le début de saison.

Un salaire de 60 000 euros à assumer

Une transaction en janvier permettrait ainsi à Nîmes d'obtenir une potentielle indemnité de transfert, même si son président Reda Hammache avait avoué que ce n'était pas la priorité du club, il y a quelques semaines. Côté Stéphanois, où une partie de l'effectif sera amputée par des départs à la CAN au mois de janvier, les dirigeants verraient d'un bon œil l'arrivée du milieu offensif nîmois, non retenu par Djamel Belmadi dans le groupe des Fennecs. D'après L'Équipe, un mouvement de Ferhat vers le Forez permettrait aux dirigeants Nîmois d'économiser son salaire de 60 000 euros brut par mois, pour un joueur ne disposant que de peu de temps de jeu. La concurrence de Montpellier pourrait néanmoins freiner la venue du joueur chez les Verts, qui ne seraient pas capables de proposer un contrat longue durée à l'Algérien mais aimeraient plutôt voir Ferhat signer jusqu'en fin de saison.



CAN-2021 :

Positifs au Covid-19, Tougaï et Benayada en confinement à Alger

Les deux défenseurs de l'équipe nationale de football Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis/ Tunisie) et Hocine Benayada (ES Sahel/ Tunisie), testés positifs au Covid-19, ont été placés lundi en confinement pendant 5 jours à Alger, et n'ont pas pu s'envoler pour Doha (Qatar), en vue du stage précompétitif, programmé jusqu'au 6 janvier en prévision de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février), a appris l'APS auprès d'une source autorisée. Les deux joueurs vont subir un nouveau test d'ici à la fin de la semaine, pour éventuellement rejoindre l'équipe nationale à Doha, et poursuivre les préparatifs en vue du rendez-vous continental. Du coup, Tougaï et Benayada sont forfait pour le premier match amical, prévu samedi prochain face à la Gambie. Regroupés à Paris, les joueurs évoluant en Europe, ont été transportés vers Doha, à bord d'un avion qui a démarré ce lundi matin d'Alger, avec à son bord quatre éléments : Lyes Chetti (ES Tunis), Abdelkader Bedrane (ES Sahel), Youcef Atal (OGC Nice), et Islam Slimani (Olympique Lyon). Le défenseur de KFCO Beer-



schot (Belgique) Mohamed Réda Halaïmia a reçu l'autorisation de la part de son club pour rejoindre les "Verts" à temps, contrairement à l'autre joueur évoluant en Belgique le milieu de terrain Adam Zorgane (SC Charleroi), attendu mardi ou mercredi à Doha. De son côté, le milieu offensif de Galatasaray (Turquie) Sofiane Feghouli, rejoindra ses coéquipiers mercredi à Doha, lui qui prendra part mardi au match de la Coupe de Turquie face à Denizlispor. Contre toute attente, les deux portiers qui évoluent en Arabie saoudite : Raïs M'bolhi (Al-Ittifaq) et Mustapha Zeghba (Damac), ont été laissés à la disposition de leurs clubs, avant de rejoindre la sélection avant le 2 janvier. Les deux joueurs évoluant en Premier league anglaise : le capitaine Riyad Mahrez (Manchester City) et Saïd Benrahma (West Ham), retenus par leurs clubs respectifs, sont attendus le 2 janvier. Par ailleurs, le milieu défensif de l'AC Milan Ismaël Bennacer a été autorisé à rester en Italie, pour des raisons familiales. Il est attendu à Doha dans les prochaines 48 heures. Outre le match face à la Gambie, les champions d'Afrique disputeront un second test face au Ghana, le mercredi 5 janvier, avant de s'envoler le lendemain pour Douala. Logés dans le groupe E, les "Verts" entameront la défense de leur titre, le mardi 11 janvier 2022, contre la Sierra Leone, au stade Japoma à Douala (14h00, algériennes), avant de défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

#وعينا - يحمينا # سلامتك - مسؤوليتك

BRESIL :
37 communes inondées, le bilan s'alourdit à 18 morts

La situation critique en raison des pluies qui s'abattent sur la région s'est aggravée au cours des dernières heures. Un homme a trouvé la mort dans les intempéries qui frappent l'Etat brésilien de Bahia (nord-est), portant à 18 le nombre de décès depuis début novembre dans la région, où 37 municipalités étaient inondées, ont annoncé dimanche les autorités locales. Les pompiers de Bahia ont confirmé la mort d'un homme de 60 ans, qui s'est noyé dans une rivière dans la municipalité de Aurelino Leal, dans le sud de l'Etat, selon le site d'informations G1. La situation critique en raison des pluies qui s'abattent sur la région s'est aggravée au cours des dernières heures.

INDE / FUSILLADE :
13 civils tués par les forces de sécurité dans le nord-est

Six ouvriers ont d'abord été visés, avant qu'une manifestation ne dégénère. Treize civils ont été tués dans l'Etat indien du Nagaland par les forces de sécurité, qui ont ouvert le feu sur un camion puis sur un groupe de personnes qui protestaient contre cet incident, a indiqué dimanche la police. La fusillade a eu lieu samedi à Oting, dans le district de Mon, frontalier avec la Birmanie. « La situation dans tout le district de Mon est très tendue actuellement. Nous avons 13 morts confirmées », a déclaré Sandeep M. Tamgadge, de la police du Nagaland. Selon ce policier, six ouvriers ont été tués dans une embuscade tendue par les forces de sécurité alors qu'ils rentraient chez eux en camion dans le village d'Oting. Des proches des victimes, parties à leur recherche, ont découvert les corps et se sont rendus auprès des forces de sécurité pour demander des explications.

Le Japon veut envoyer une personne sur la Lune avant 2030

Le Japon a présenté mardi une nouvelle version de son programme d'exploration spatiale en disant viser désormais l'envoi d'une personne sur la Lune avant la fin de la décennie. Selon le nouveau projet de calendrier, le Japon veut envoyer le premier non-Américain sur la Lune dans le cadre du programme Artemis, une initiative dirigée par les États-Unis. Tokyo prévoit aussi de lancer une sonde d'exploration de Mars en 2024 et de mettre au point des moyens de produire de l'électricité solaire dans l'espace.

AÏN DEFLA :
Démantèlement d'une bande versée dans le trafic de drogue

Les services de sécurité de Aïn Defla ont démantelé, à El Abadia (45 km au nord-ouest du chef-lieu de wilaya), une bande de cinq individus versés dans le trafic de drogue, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.



Exploitant des informations faisant état de cinq individus s'adonnant au trafic de kif traité au niveau de la ville d'El Abadia et ses environs et dont l'un était recherché pour son implication dans cette activité répréhensible, les éléments de Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI), relevant de la Police Judiciaire de la sûreté de wilaya, ont mis en place un plan minutieux visant

leur neutralisation, a-t-on indiqué. Après les avoir identifiés, les policiers les ont surveillés de très près, arrêtant trois d'entre eux, à la fin de la semaine dernière, à hauteur de la cité Sidi Bouabida d'El Attaf en possession de 186 g de kif traité qu'ils envisageaient d'écouler à des petits dealers, a-t-on fait savoir. Intensifiant les recherches, l'instance sécuritaire susmentionnée, agissant en étroite coordination avec l'instance judiciaire d'El Attaf, a réussi à identifier puis à arrêter les deux autres membres de la bande dont le principal pourvoyeur en cette drogue, résidant dans la ville d'El Abadia et faisant l'objet de recherches de la part de la justice en vertu de deux mandats d'arrêt émis à son encontre pour son implication dans ce trafic, a-t-on fait savoir.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION :
2 morts et 136 blessés ces dernières 24 heures

Deux personnes (02) ont trouvé la mort et 136 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenue au cours des dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, une personne âgée de 32 ans est décédée par asphyxie au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur de son domicile familial à Bab El Oued (Alger), alors 12

autres personnes, incommodées par le monoxyde de carbone à l'intérieur de leurs domiciles respectifs, ont reçu des soins de première urgence de la part des éléments de la Protection civile à Oran (7 personnes), Annaba (3), Sétif (1) et M'Sila (1), ajoute la même source. Dans le cadre de la lutte contre la propagation du covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 19 opérations de

sensibilisation au niveau national pour rappeler aux citoyens la nécessité du port du masque et de la distanciation physique, ainsi que 7 opérations de désinfection générale ayant touché des infrastructures et édifices publics et privés et les zones d'habitation. En outre, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de quatre incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Adrar, Jijel, Laghouat et Touggourt.

ETATS-UNIS :
Quatre morts et trois blessés dans une fusillade dans le Colorado, le tireur abattu

Un homme a ouvert le feu à plusieurs endroits, lundi après-midi, dans les villes voisines de Denver et Lakewood dans le Colorado. Une fusillade dans l'Etat du Colorado aux Etats-Unis a fait cinq morts, dont le tireur qui a été abattu par les forces de l'ordre et un policier, et trois blessés, a indiqué la police américaine, ce lundi, selon laquelle les motivations du tireur restent inconnues. A partir de lundi après-midi, l'homme a ouvert le feu à plusieurs endroits dans les villes voisines de Denver et Lakewood, a expliqué la police lors d'une conférence de presse tenue tard dans la nuit.

Le tireur « déclaré mort sur les lieux »
Le tireur a d'abord ouvert le feu à Denver, tuant deux femmes et un



homme, tandis qu'un autre a été blessé. Il s'est ensuite rendu à Lakewood où il a abattu un homme et blessé un autre, selon la police.

CAN-2021 :
Positifs au Covid-19, Tougaï et Benayada en confinement à Alger



Les deux défenseurs de l'équipe nationale de football Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis/ Tunisie) et Hocine Benayada (ES Sahel/ Tunisie), testés positifs au Covid-19, ont été placés lundi en confinement pendant 5 jours à Alger, et n'ont pas pu s'envoler pour Doha (Qatar), en vue du stage précompétitif, programmé jusqu'au 6 janvier en prévision de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février), a appris l'APS auprès d'une source autorisée. Les deux joueurs vont subir un nouveau test d'ici à la fin de la semaine, pour éventuellement rejoindre l'équipe nationale à Doha, et poursuivre les préparatifs en vue du rendez-vous continental.

ETATS-UNIS / VIOLENCES :
Fusillade dans un lycée, trois élèves tués et six personnes blessées

Le tireur présumé, un élève de l'établissement âgé de 15 ans, a été arrêté. Le bilan est bien plus lourd qu'initialement annoncé. Un lycéen de 15 ans a ouvert le feu dans l'établissement Oxford High, au nord de Détroit (Michigan), mardi. Selon les autorités, trois élèves ont été tués et six personnes, dont un enseignant, blessées. Le tireur présumé a été arrêté et n'a pas expliqué son geste, a précisé Michael McCabe, un responsable de la police d'Oxford. La police a été alertée à 12h55 d'une possible situation de tireur actif dans l'établissement. A l'arrivée des forces de l'ordre, le tireur présumé a été appréhendé, et son pistolet saisi. Il a, selon les premiers éléments, agi seul.

ESPAGNE :
Un homme de 21 ans arrêté après avoir ouvert le feu sur un campus au Pays basque

Un jeune homme de 21 ans a été arrêté ce mercredi en Espagne après avoir tiré une dizaine de coups de feu avec un fusil de chasse dans une université au Pays basque. La fusillade n'a heureusement fait aucun blessé, a précisé la police locale. Peu avant 19h (heure locale), un homme armé d'un fusil de chasse a pénétré sur le campus de la faculté des sciences et de la technologie dans la ville de Leioa. « Il a tiré une dizaine de fois ou plus » sur la façade de la faculté, selon une porte-parole de la police basque.